
Les contributions de l'expérimentation "Territoires zéro chômeur de longue durée" aux enjeux de la transition écologique

Bilan thématique

avril 2025



**Pratico ~
Pratiques**

Démarche des bilans thématiques

La Loi (Loi n° 2020-1577 du 14 décembre 2020 relative au renforcement de l'inclusion dans l'emploi par l'activité économique et à l'expérimentation « territoire zéro chômeur de longue durée ») confie au Fonds d'expérimentation la mission de réaliser un Bilan.

À la lumière des retours de la pratique des territoires et du pilotage national, de multiples sujets croisant l'expérimentation ont été identifiés.

Ainsi, ETCLD, pour approfondir le Bilan de bientôt 10 ans d'expérimentation, a commandé huit études ciblées sur les thématiques suivantes :

- l'accès à l'emploi des personnes en situation de handicap,
- la cohésion sociale et le "prendre soin",
- les logiques et parcours de formation,
- l'égalité femmes-hommes,
- la transition écologique,
- la maturité coopérative des territoires,
- le management inclusif,
- et la mobilisation des Départements.

L'ensemble de ces travaux sont [consultables en ligne](#).

Glossaire des abréviations

ADEME : Agence de transition écologique. Un établissement public placé sous la tutelle de plusieurs ministères dont celui de la Transition écologique.

CDE : Contribution au développement de l'emploi. C'est la contribution financière de la collectivité (État, collectivités territoriales, organismes publics de collecte des cotisations...) à la production d'emplois supplémentaires par les entreprises à but d'emploi (EBE).

CLE : Comité Local pour l'Emploi.

CTE : Contrat de transition écologique.

EBE : Entreprise à But d'Emploi. Les Entreprises à But d'Emploi sont des entreprises de l'économie sociale et solidaire qui ont vocation à créer des emplois supplémentaires sur proposition du Comité Local pour l'Emploi.

ESS : Économie Sociale et Solidaire.

ETCLD : Fonds d'expérimentation territoriale contre le chômage de longue durée.

ETP : Équivalent temps plein (ETP). Un ETP est

une unité de mesure proportionnelle au nombre d'heures travaillées sur une année par un-e salarié-e à temps plein.

SIAE : Structure d'Insertion par l'Activité Économique.

PAT : Plan Alimentaire Territorial.

PCAET : Plan Climat-Air-Energie Territorial.

PPDE : Personne Privée Durablement d'Emploi, c'est-à-dire une personne volontaire pour intégrer le projet qui exprime, dans un dialogue avec le Comité local pour l'emploi (CLE), le fait qu'elle n'arrive pas à accéder à un emploi décent dans les conditions normales du marché du travail de son territoire. Cette privation d'emploi doit remonter à au moins 12 mois pour toute personne présente depuis plus de 6 mois sur le territoire d'expérimentation.

PTCE : Pôle Territorial de Coopération Économique

TEPOS : Territoire à Énergie Positive pour la croissance verte.

TZCLD : Territoires Zéro Chômeur de Longue Durée.

Sommaire

Glossaire des abréviations	2
Démarche des bilans thématiques	2
Méthodologie d'enquête	4
Table des figures	5
Introduction	6
1. Le périmètre de l'enquête	8
1A Le contexte de développement de l'expérimentation, au regard de la transition écologique.	9
1B Les portraits des 3 territoires étudiés en immersion	15
2. Les liens structurels entre TZCLD et la transition écologique	19
2A Les mille petits gestes de la transition écologique	21
2B Les EBE : une écologie de la pluriactivité	22
2C La frugalité, l'économie, la réparation : des savoirs de subsistance valorisés	23
2D Un soutien financier fertile	24
3. Les impacts de TZCLD sur les territoires en termes de transition écologique	25
3A Une contribution culturelle à la transition écologique : diffusion de pratiques écologiques	26
3B Une contribution environnementale : une analyse quantitative des impacts écologiques de TZCLD	28
3C Une contribution écosystémique : quand TZCLD entraîne des filières économiques locales et durables	37
3D Une contribution institutionnelle : TZCLD, un outil de politiques publiques	40
Conclusion	43
Annexes	45

Méthodologie d'enquête

En 2024, le Fonds d'expérimentation a lancé une étude destinée à nourrir le bilan global de l'expérimentation. Celle-ci vise à dresser un panorama factuel et non exhaustif de la contribution de l'expérimentation aux enjeux de la transition écologique sur les territoires. Elle a aussi pour but de mieux comprendre les spécificités, les apports et les limites de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée à la dynamique de transition écologique, sur les territoires enquêtés.

Quatre types de collectes d'informations ont composé cette démarche :

→ **3 immersions** d'1,5 jours, réalisées sur le terrain dans 3 territoires différents. Elles ont donné lieu à une campagne d'entretiens semi-directifs auprès de membres actifs du CLE et de l'EBE (direction, gouvernance et salarié-es). Les territoires concernés : Val de Drôme - Livron-sur-Drôme (Drôme) les 23 et 24 septembre 2024, TOPE 5 du Châtelleraudais (Vienne) le 18 octobre 2024, Lille Fives (Nord) les 5 et 6 novembre 2024. En amont des immersions, nous avons également rencontré des acteur-ices de l'EBE et du CLE du territoire de Lodève (Hérault), le 4 septembre 2024 sur une temporalité plus courte, afin de tester notre champ de questionnement.

→ En janvier 2025, nous avons mené un atelier de travail en visioconférence (que nous appellerons ici **"atelier des 5 territoires"**) de 2h, avec 5 autres territoires, pour recueillir le point de vue de la direction de l'EBE et des chargé-es de projet pour chacun des territoires : Le Port (La Réunion), Laval Grand Saint-Nicolas (Mayenne), Pays d'Apt Lubéron (Vaucluse), Pau : Quartiers Foirail - Montpensier - Triangle - Les Anglais (Pyrénées-Atlantiques), Echirolles Ouest (Isère). Un questionnaire en ligne adressé à ces 5 territoires a été envoyé en amont de l'atelier.

→ **L'écoute d'une série de webinaires** du cycle "les vendredis du droit à l'emploi et de la transition écologique" organisée par l'association Territoires Zéro Chômeur Longue Durée en 2024¹.

→ **Les données issues du système d'information du Fonds d'expérimentation, qui agrège les données issues de la paie, des fichiers des écritures comptables (FEC) ainsi que des données déclaratives. Ces déclarations se font semestriellement.**

Les questionnements

La démarche était guidée par deux objectifs :

→ Nous avons cherché à recueillir la parole des élu-es, des chargé-es de projets et autres membres actifs du CLE d'une part, et de membres actifs de l'EBE (direction, membres du Conseil d'administration et salarié-es) d'autre part. Le but étant de permettre **l'expression de points de vue pouvant être différents, et d'insister sur les retours d'expériences personnelles.**

→ Les entretiens se voulaient être un espace de parole libre, permettant la représentation de la diversité des points de vue et de niveaux d'implication dans TZCLD. Il s'agissait aussi de garantir la mise en visibilité de la diversité des enjeux concernant la transition écologique sur chaque territoire.

Les entretiens semi-directifs réalisés en immersion, ainsi que le formulaire en ligne envoyé aux 5 territoires participants à l'atelier à distance, respectaient une trame d'enquête organisée autour des thématiques suivantes, certaines étaient fléchées en direction du CLE, d'autres vers l'EBE² :

→ Le partage d'une définition succincte et officielle de la transition écologique,

→ La prise en compte des enjeux de transition écologique au sein des travaux du CLE,

→ L'articulation entre les actions du CLE et les politiques territoriales de planification écologique,

→ La prise en compte des enjeux de transition écologique au sein de l'EBE,

→ Le développement des activités et transition écologique,

→ Les impacts de TZCLD sur les enjeux de transition écologique.

¹Les webinaires : « Le rôle de TZCLD dans le développement des filières de l'économie circulaire au niveau territorial » - 9/02/2024 ; « PTCE – TZCLD : des opportunités pour la transition écologique et la création d'emploi ? » - 21/06/2024 ; « Et les collectivités territoriales dans tout ça ? Quel engagement des élu-e-s dans le soutien, le développement et la structuration des solutions sur leurs territoires ? » - 18/10/2024.

Approche des données

Nous avons travaillé en complémentarité entre **trois typologies de données**.

→ Nous avons visé des **retours qualitatifs, à savoir des recueils de points de vue et des retours d'expériences, dont nous avons tiré des récits et des verbatims. Cela a été notre matière de travail principale.**

→ En complément, nous nous sommes appuyés sur les réponses au questionnaire en ligne adressé aux territoires participants à "l'atelier des 5 territoires" en janvier 2025. Ce sont des **retours plus comparatifs et succincts**, que nous présentons sous forme d'encarts à plusieurs reprises dans notre analyse, pour soutenir notre propos. Ces données sont indiquées à titre de renseignement, elles ne sont pas représentatives de l'ensemble des EBE.

→ Enfin, quand nous avons pu le faire, et nous y reviendrons en partie 3B, nous avons déployé une **étude quantitative sur certaines activités des EBE rencontrées, afin d'avoir des éléments objectifs de l'impact écologique des activités étudiées.**

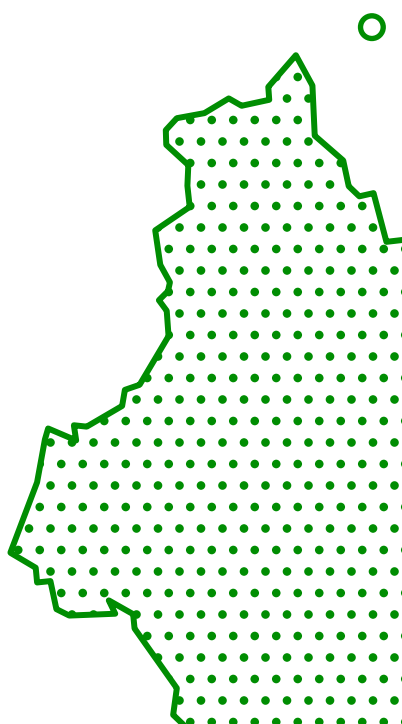


Table des figures

→ Figure 1 : répartition des ETP réalisés par thématique d'activités à l'échelle nationale, en 2023	10
→ Figure 2 : schéma de principe de l'économie circulaire (d'après celui de l'Ademe)	12
→ Figure 3 : répartition des ETP moyens mensuels des activités de transition écologique, par pôle d'activité. De l'ensemble des EBE (en %), en 2023	12
→ Figure 4 : répartition du chiffre d'affaires des activités de transition écologique, par pôle d'activité. De l'ensemble des EBE (en %), en 2023	12
→ Figure 5 : répartition des équivalents temps plein (ETP) par thématique d'activités. L'EBE Val d'Emploi (en %), en 2023	15
→ Figure 6 : répartition des équivalents temps plein (ETP) par thématique d'activités. L'EBE Le Ressort (en %), en 2023	15
→ Figure 7 : répartition des équivalents temps plein (ETP) par thématique d'activités. Les EBE La Pioche et TAF (Territoire d'Avenir Fivois) (en %), en 2023	16
→ Figure 8 : images prises lors de nos immersions au sein des 3 territoires hôtes. Images tirées de "Lodève, bilans d'activités de l'EBE L'Abeille Verte, 2022 et 2023	17
→ Figure 9 : l'ADN de l'expérimentation TZCLD : hypothèses des liens étroits entre les composants de TZCLD et les activités de transition écologique. "Images à réactions", présentées aux participants à l'atelier de travail en visioconférence en distanciel, 31/01/2025. Pratico-pratiques.	19
→ Figure 10 : comparaison des émissions dues aux trajets pendulaires (aller-retour domicile-travail) des salarié-es de l'ensemble des EBE avec celles qui seraient émises si ces personnes occupaient un emploi classique. En kg/jour.	28
→ Figure 11 : répartition des équipements récupérés de 2022 à 2024 par la recyclerie Le Ressort (TOPE 5 du Châtelleraudais). En % et en tonnes	32
→ Figure 12 : répartition des émissions de gaz à effet de serre évitées par la recyclerie de l'EBE Le Ressort (TOPE 5 du Châtelleraudais). En % et tCO ₂ eq	32
→ Figure 13 : répartition en poids récupéré par familles de produits (2023) de l'épicerie solidaire de l'EBE La Pioche (Métropole Européenne de Lille - Loos). En % et en tonnes	34
→ Figure 14 : répartition des émissions de GES évitées par famille de produits de l'épicerie solidaire de l'EBE La Pioche (Métropole Européenne de Lille - Loos). En % et en tCO ₂ eq	35
→ Figure 15 : les places de Territoire Zéro Chômeur dans les instances de planification de transition écologique. Ce que nous avons observé. "Image à réactions", présentées aux participants à l'atelier de travail en visioconférence en distanciel, 31/01/2025. Pratico-pratiques.	40

Introduction

Le Fonds d'expérimentation constate que depuis le début de l'expérimentation, les territoires et les entreprises à but d'emploi (EBE) ont fait état d'un investissement dans le développement d'activités dans le champ de la transition écologique². Cet investissement se traduit autant par l'intégration de l'expérimentation dans des politiques publiques territoriales (CTE, PAT, TEPOS...) que par la création importante d'emplois "verts" en lien avec des activités de transition écologique.

À travers son programme France Nation Verte, le gouvernement français l'annonce : mieux agir pour accélérer la transition écologique vise à **"baisser de plus de moitié nos émissions de gaz à effet de serre, réduire nos pressions sur la biodiversité et mieux gérer nos ressources essentielles"**³. Il s'agit de planifier cette transition écologique "en proposant à chacun·e – citoyen·es, collectivités locales, entreprises, associations – un chemin pour réussir collectivement et individuellement à réduire notre empreinte écologique et nous projeter dans un monde habitable, juste et désirable [...]" Toujours selon France Nation Verte, le plan pour réussir la transition écologique repose sur 6 thématiques : "mieux se déplacer, mieux se loger, mieux préserver et valoriser nos écosystèmes, mieux produire, mieux se nourrir, mieux consommer."

Les activités développées dans le cadre de l'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) poursuivent cette ambition. Elles s'attachent également à **considérer les effets négatifs de la transition écologique, en prenant en compte les secteurs et les populations les plus vulnérables qui peuvent être affectés par les changements - parfois brutaux - nécessaires à la transition écologique**, notamment en termes d'emplois et de changements de comportements. Nous renvoyons ici au concept de « transition juste »⁴, qui s'est développé pour faire face à ce risque.

De par son ancrage territorial et son caractère

expérimental, la force de TZCLD réside dans sa capacité à répondre aux enjeux des acteur·ices locaux·ales et à se saisir **des besoins écologiques non pourvus du territoire**. A ce titre, elle s'avère être un outil économique en participant au développement du tissu productif et de l'emploi à l'échelle locale, et un outil démocratique, à travers la mobilisation des citoyens sur les enjeux écologiques. **C'est une opportunité pour les pouvoirs publics qui doivent être force de proposition face aux changements climatiques et environnementaux, tout en s'assurant de l'adhésion des citoyens**, notamment les plus précaires, face aux changements que cela implique.

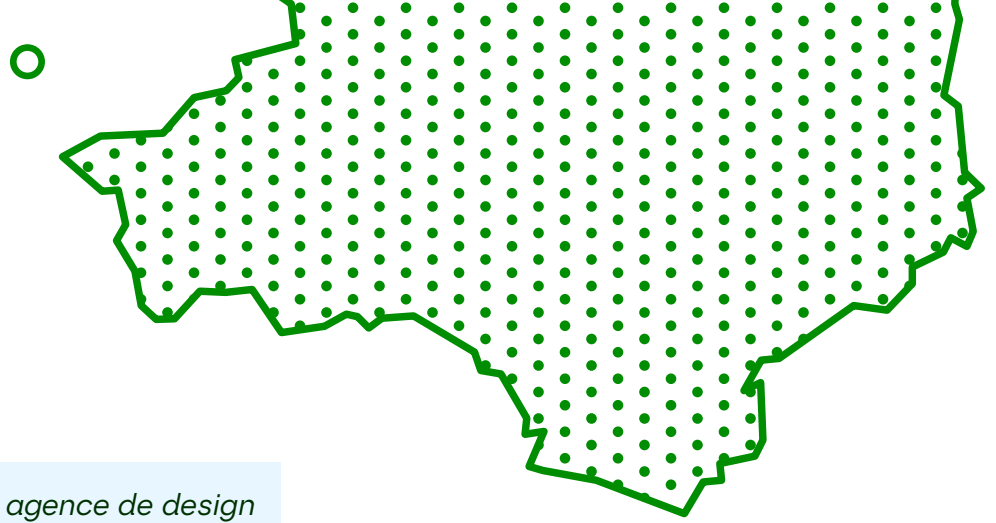
L'expérimentation TZCLD est-elle **un accélérateur de la transition écologique socialement juste au service du territoire ? Qu'apporte-t-elle de nouveau par rapport à l'écosystème existant, notamment vis-à-vis des structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) et des politiques publiques de lutte contre le chômage de longue durée et de la transition écologique ?**

A la suite du travail d'analyse, nous faisons l'hypothèse de **l'émergence d'une forme singulière de transition écologique, qui ne pourrait pas se développer autrement. Une transition écologique hyper locale et partagée, qui vise à réduire à la fois l'impact humain sur l'environnement et les inégalités sociales. Et qui offre, potentiellement, une place inédite aux personnes privées durablement d'emploi (PPDE), en tant qu'acteur·ices de la transition écologique de leur territoire**. Ce sont à la fois ces questionnements et cette hypothèse que nous allons explorer dans cette enquête.

²« L'expérimentation Territoires zéro chômeur de longue durée, synthèse de pilotage, février 2023 », ETCLD

³« La planification écologique » info.gouv.fr

⁴« Qu'est-ce qu'une transition socialement juste ? » Ademe.



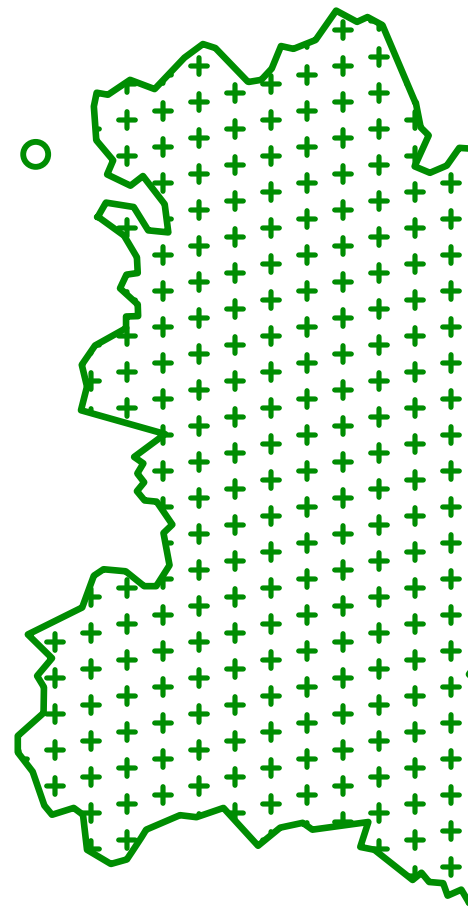
Pratico-Pratiques est une agence de design de politiques publiques, experte dans l'analyse et la compréhension des usages des services publics et des politiques publiques de transition écologique. Cette expertise, nous l'employons au sein de démarches de conception impliquant des phases expérimentales, des tests grandeur nature, qui ont pour objectif d'interroger des services ou des politiques publiques existantes ou d'en inventer de nouveaux. C'est avec ce regard de praticien·nes des politiques publiques que nous avons mené l'enquête.

Annonce du plan

→ Dans ce feuillet, en première partie, nous dressons **le contexte de l'enquête** : en décrivant notamment les liens avec l'Economie sociale et solidaire (ESS), ou encore avec un scénario prospectif de transition écologique de l'Ademe (Scénario 2050),

→ Dans la seconde partie, nous tâchons **d'expliciter les liens** que nous avons pu relever entre la manière dont est structurée l'expérimentation et les conditions d'existence de la transition écologique : **le cadre de l'expérimentation comme terreau à la transition écologique**,

→ En troisième partie, nous développons **plusieurs catégories de contributions** de TZCLD à la transition écologique sur les territoires que nous avons vraiment pu constater à l'issue de cette enquête : **les contributions culturelles, environnementales, écosystémiques, et institutionnelles**.



A decorative map of France is visible in the background. A red dot is placed in the southern region of the map. The map is partially obscured by a large blue rectangle at the bottom and a large red rectangle on the right side.

1. Périmètre de l'enquête

Dans un premier temps, nous ferons le lien avec l'Economie sociale et solidaire (ESS) comme étant le contexte économique de déploiement de l'expérimentation ; nous regarderons la diversité des activités liées à la transition écologique au sein de l'expérimentation à l'échelle nationale ;

nous détaillerons les liens avec un scénario de transition écologique de l'Ademe, qui nous a permis d'affiner notre analyse grâce à des critères d'études indépendants. Enfin, nous présenterons les 3 territoires nous ayant accueillis.

1A Le contexte de développement de l'expérimentation, au regard de la transition écologique.

L'économie sociale et solidaire (ESS), le cadre de mise en œuvre de l'expérimentation TZCLD...

L'ESS est un mode d'entreprendre qui s'appuie sur des **principes de partage du pouvoir et de partage de la richesse, encadrée par une loi, dite "loi Hamon".**⁵ Les Entreprises à But d'Emploi (EBE) sont des structures de l'ESS, dont les valeurs, les principes et les formes d'organisation sont caractéristiques de l'ESS, dont :

- Offrir un emploi digne et durable aux personnes durablement privées d'emploi (PPDE),
- Créer des activités utiles pour les territoires, en développant des activités qui répondent à des besoins en emploi et besoin en biens et services.
- Fonctionner selon des principes de solidarité et de coopération locale,
- Rechercher l'utilité sociale avant la maximisation du profit,
- Impliquer les acteur·ices locaux·ales dans la lutte contre l'exclusion.

Le chercheur Timothée Duverger, dans un article publié au sein de la revue internationale de l'économie sociale (Recma), décrit les contours de l'expérimentation. L'objectif de celle-ci, explique-il, est de créer des emplois utiles aux territoires, à destination de personnes privées durablement d'emploi (PPDE), en mobilisant leurs compétences et envies. Pour cela, des entreprises à but d'emploi (EBE) sont créées, avec pour ambitions de développer des activités non-concurrentes (les emplois sont dits « supplémentaires ») et

embaucher l'ensemble des personnes identifiées et volontaires dans une logique d'exhaustivité territoriale.

L'expérimentation propose d'inverser la logique de l'emploi. Plutôt que de partir des emplois existants et de chercher à y insérer des individus, **cette logique part des individus eux-mêmes, de leurs compétences, de leurs aspirations et des besoins du territoire**, afin de créer des emplois. En transformant les coûts du chômage en financement pour des entreprises à but d'emploi, TZCLD permet de créer des emplois qui sont à la fois une solution à la privation d'emploi, et une source de valeur et d'utilité pour le territoire. Ainsi, les personnes privées durablement d'emploi participent à définir les contours de leur travail et l'émergence de nouvelles activités. **Cette inversion de la logique de l'emploi, qui conjugue besoin d'emplois et nouvelles activités utiles localement et non concurrentielles, joue un rôle majeur dans l'inscription de l'expérimentation dans l'économie sociale et solidaire (ESS). De fait, le recours à l'ESS tient beaucoup à l'ancrage territorial de l'expérimentation et aux nécessaires mobilisation et coopération des acteur·ices**⁶.

Ainsi, pourrait-on dire que l'expérimentation TZCLD **représente une application concrète, à l'échelle nationale, des principes et des capacités d'innovation de l'économie sociale et solidaire, au service de la lutte contre le chômage de longue durée**. C'est particulièrement vrai pour les activités liées à la transition écologique.

⁵LOI n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire, [legifrance.gouv.fr](https://www.legifrance.gouv.fr)

⁶Lire Timothée Duverger, « Territoires zéro chômeur de longue durée »,

Appel à contribution, Calenda, Publié le vendredi 18 novembre 2022, <https://doi.org/10.58079/19z5>

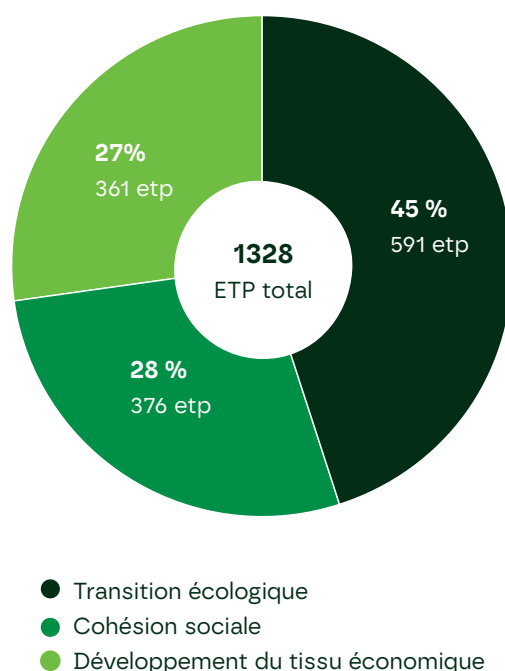
... au service de la transition écologique.

Les structures de l'ESS sont **historiquement actives et pionnières dans les domaines liés à la transition écologique, notamment l'économie circulaire**, qui propose de repenser nos modes de production et de consommation afin de limiter le gaspillage des ressources naturelles⁷. Sortir du modèle traditionnel basé sur l'économie linéaire « extraire, produire, consommer, jeter », vecteur de gaspillage, pour bifurquer vers un modèle « en boucle », qui vise à limiter l'utilisation de matières premières ou ressources naturelles (ce qui rentre dans la boucle) et les gaspillages (ce qui sort de la boucle).

Dès la fin des années 70, des associations et coopératives - en particulier des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) - se sont engagées en faveur du réemploi, de la réutilisation et du recyclage de biens en fin de vie (objets, meubles, appareils électriques et électroniques). Se sont développées des structures, comme celle d'Emmaüs par exemple, qui est aujourd'hui identifiée comme un acteur majeur du réemploi et de la solidarité sociale. Inventives, beaucoup de ces structures de l'ESS ont diversifié leurs activités pour répondre aux besoins locaux émergents. Se distinguant des entreprises classiques, ces structures mettent **leurs projets d'économie circulaire au service d'une finalité sociale**, en particulier la lutte contre l'exclusion, en favorisant le retour à l'emploi des personnes qui en sont éloignées, et l'accès aux biens de première nécessité, en réduisant le coût des biens et services. Au plus près des enjeux locaux, leur force réside dans leur capacité à expérimenter, à répondre aux besoins des acteur·ices du territoire et à saisir les opportunités émergentes.

C'est dans ce contexte que TZCLD évolue et voit la grande partie des territoires expérimentateurs développer des activités liées à la transition écologique. En effet, en comparaison avec les autres thématiques d'activités développées dans l'expérimentation, la transition écologique représente une part significative des équivalents temps pleins (ETP), à savoir 45% des ETP de l'ensemble des EBE (soit 591 ETP sur 1328 ETP). À noter que les ETP dédiés aux fonctions supports ne sont pas pris en compte dans les 1328 ETP, les fonctions supports sont donc considérées comme contribuant de façon équivalente à chacune des thématiques d'activités. Cette tendance révèle qu'il existe de nombreux besoins écologiques non pourvus sur les territoires, auxquels l'expérimentation répond.

Figure 1 : répartition des ETP réalisés par thématique d'activités à l'échelle nationale, en 2023.⁸



⁷Sur le lien étroit entre l'ESS et la transition écologique juste, lire le rapport d'étude « Réussir une transition écologique juste » publié par Labo de l'ESS, en 2023.

De quelles activités de transition écologique parle-t-on au sein de TZCLD ?

Le Fonds d'Expérimentation possède des données relatives à la transition écologique fournies par les Entreprises à But d'Emploi (EBE), à l'échelle nationale. Ces données sont relatives aux types

d'activités développées, aux salarié·es qui y sont dédié·es et aux chiffres d'affaires générés.

Au sein de la transition écologique, nous constatons une pluralité d'activités organisées autour de 5 catégories et une importance particulière prise par les activités de revalorisation, à la fois en termes de moyens humains et de chiffre d'affaires.

Les activités liées à la transition écologique au sein des EBE.

Catégories	Sous-catégories (exemples)
Entretien/réparation	Réparation de vélos, reconditionnement, rénovation d'objets divers.
Revalorisation	Collecte/tri des déchets, démantèlement, matériauthèque, reconditionnement de livres, de jouets, de matériels informatiques.
Agriculture, sylviculture et pêche	Maraîchage, entretien d'espaces naturels, bûcheronnage, plantation d'arbres, production de miel.
Production	Production de biens manufacturés divers, vente de bois, confection de vêtements.
Mobilité	Location de vélos, location d'autos solidaire.

La réparation, le recyclage et l'incorporation de matières issues du recyclage dans de nouveaux produits, la préservation de la ressource naturelle à travers le bûcheronnage ou la plantation d'arbres, la recherche d'une sobriété de consommation à travers la location de véhicules, la diminution

des flux de marchandises par le maraîchage... toutes ces activités développées au sein des EBE, tendent à s'insérer, localement et chacune à leur niveau, au sein d'une économie durable, qui interroge nos modes de consommation et de production.

1. PÉRIMÈTRE DE L'ENQUÊTE

L'économie circulaire se base sur 7 leviers d'actions⁹, qui prennent en compte l'ensemble du cycle de vie d'un produit ou d'un service, son bilan global et ses impacts : de la production à la consommation, en passant par la transformation. A toutes ces étapes, il s'agit de préserver et gérer les ressources naturelles, de réduire les déchets et d'inviter à la sobriété.

Figure 2 : schéma de principe de l'économie circulaire (inspiré de celui de Ademe)



Au sein de l'expérimentation à l'échelle nationale, la revalorisation est la catégorie largement la plus investie par les EBE en matière d'emploi, et qui génère, logiquement, le chiffre d'affaires le plus élevé.

Figure 3 : répartition des ETP moyens mensuels des activités de transition écologique, par pôle d'activité. De l'ensemble des EBE (en %), en 2023.¹⁰

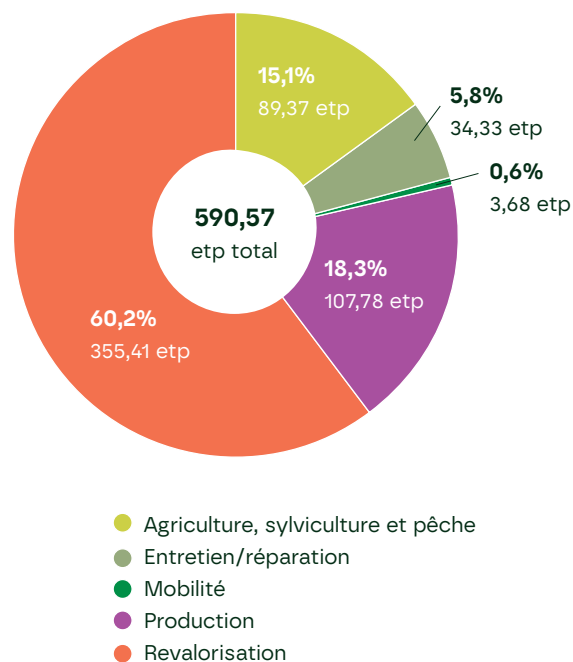
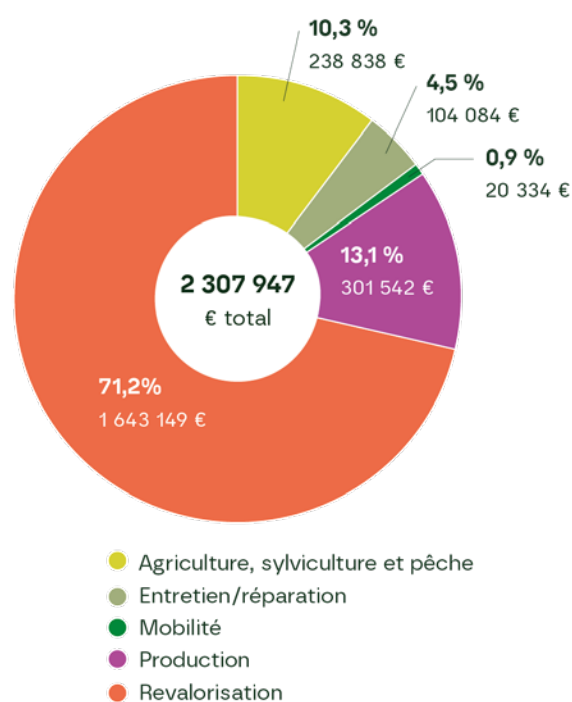


Figure 4 : répartition du chiffre d'affaires des activités de transition écologique, par pôle d'activité. De l'ensemble des EBE (en %), en 2023.¹¹



⁹Économie circulaire : définition, enjeux et concepts, Ademe <https://economie-circulaire.ademe.fr/economie-circulaire>

¹⁰⁻¹¹Source : NotreXP, Mai 2023

Les scénarios 2050 de l'Ademe : vers une transition frugale

Nous avons choisi de mettre en perspective nos éléments d'analyse issus de l'enquête avec **les scénarios 2050 de l'Ademe intitulés "Les futurs en transition"**¹², un exercice de prospective qui détaille 4 chemins "types" cohérents présentant de manière volontairement contrastée des options économiques, techniques et de société pour atteindre la neutralité carbone en 2050. Pourquoi ce choix ? Parce que l'Ademe, "agence nationale de la transition écologique", fait référence dans le domaine, sans être partisane, et que ce travail de scénarios suit une logique de projection vers l'avenir qui résonne avec l'enjeu de l'étude qui nous concerne. Notre intention est de nous aider à **nommer la ou les formes de transition écologique qui se jouent au sein de l'expérimentation, et de pointer ainsi précisément les contributions de TZCLD aux enjeux de la transition écologique.**

Les 4 scénarios de l'Ademe sont intitulés ainsi : "Génération frugale", "Coopérations territoriales", "Technologies vertes", "Pari réparateur"¹³. En les analysant, nous constatons que la transition écologique telle qu'elle se déploie au sein de TZCLD présente **des rapprochements avec le scénario 1 "Génération frugale"**. En effet, pour atteindre l'objectif d'une division par deux de la demande énergétique globale, elle décrit des modes d'organisation dans lesquels les modes de vies, l'organisation territoriale et l'économie elle-même sont guidés par la **baisse de la consommation et la réorganisation des systèmes autour de pratiques plus sobres** : "La transition est conduite principalement par la contrainte et par la sobriété. De nouvelles attentes des consommateurs, mais surtout de nouvelles pratiques, s'expriment rapidement dans les modes de consommation."

La société en 2050 d'après le scénario de l'Ademe "génération frugale"

Société	→ Recherche de sens → Frugalité choisie mais aussi contrainte → Préférence pour le local → Nature sanctuarisée
Alimentation	→ Division par 3 de la consommation de viande → Part du bio : 70%
Habitat	→ Rénovation massive et rapide → Limitation forte de la construction neuve (transformation de logements vacants et résidences secondaires en résidences principales)
Mobilité des personnes	→ Réduction forte de la mobilité → Réduction d'un tiers de km parcourus par personne → La moitié des trajets à pied ou à vélo
Technique Rapport au progrès, numérique, R&D	→ Innovation autant organisationnelle que technique → Règne des low-tech, réutilisation et réparation → Numérique collaboratif → Consommation des data centers stable grâce à la stabilisation des flux
Gouvernance Échelles de décision, coopération internationale	→ Décision locale, faible coopération internationale → Réglementation, interdiction et rationnement via des quotas

¹²Futurs en transition, les scénarios. Ademe. <https://www.ademe.fr/les-futurs-en-transition/les-scenarios/>

¹³Les 4 scénarios sont décrits en annexes.

Nous avons particulièrement noté dans le **Scénario Génération frugale** des points d'intérêts liés à TZCLD :

“Le Règne des low-tech”

Ce à quoi contribue TZCLD, au travers des activités déployées est l'appui à l'évolution de modes de vie tournés vers la réparation, l'accroissement des low tech - ces dispositifs et appareils dont le fonctionnement peut être pris en charge par l'utilisateur, car ils sont plus réparables et plus durables.

Dans le scénario de l'Ademe : “L'économie de la durabilité et de la réparation prend une place conséquente afin d'augmenter la durée de vie des objets et des équipements. La production des déchets est réduite d'un tiers en 2050, avec un taux de valorisation très élevé de 93 %.”

“Frugalité choisie”

Ce à quoi contribue TZCLD, au travers des activités déployées dans les EBE, est l'appui et la valorisation de modes de consommation plus économes en biens et en énergies, grâce à des comportements raisonnés, empreints d'un souci économique et écologique.

Dans le scénario de l'Ademe : “La vie quotidienne évolue fortement (baisse du taux d'équipement, mutualisation d'appareils type lave-linge...). La consommation d'électricité pour les usages spécifiques (électroménager, électronique, éclairage...) est réduite par près de trois de 2015 à 2050.”

“Production au plus près des besoins”

Ce à quoi contribue TZCLD, au travers la dimension locale intrinsèque à l'expérimentation, est la meilleure prise en compte des impacts des systèmes d'organisation territoriaux, et une gestion plus localisée à la fois des besoins et des retombées de ses activités.

Dans le scénario de l'Ademe : “La relocalisation de l'économie et la sobriété tendent à une baisse

de 45 % des trafics de marchandises nationaux. Les émissions directes de GES du secteur des mobilités baissent ainsi de 91 %”.

“Décision locale”

Ce à quoi contribue TZCLD, au travers la dynamique territoriale intrinsèque à l'expérimentation, est l'appui concret vers la contribution de publics éloignés de l'emploi à des activités bénéfiques pour la transition écologique, car très circonscrites localement - ainsi qu'à la gestion localisée de ces mêmes activités.

Dans le scénario de l'Ademe : “La production de certaines filières est relocalisée. Le système productif se décarbone principalement via la biomasse, pour atteindre - 53 % de consommations énergétiques et - 79 % d'émissions de GES en 2050.”

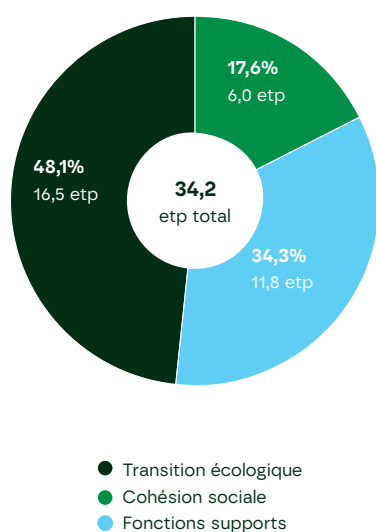
“Innovation organisationnelle”

Ce à quoi contribue TZCLD, via la dimension hyperlocale de l'expérimentation, est l'appui à la baisse de la mobilité par la relocalisation d'emplois, ainsi qu'à la diminution des transports de biens de première nécessité.

Dans le scénario de l'Ademe : “Les kilomètres parcourus baissent de 26 % d'ici 2050 de par l'évolution vers davantage de proximité et de la baisse de la mobilité. Cela favorise en particulier les modes actifs (marche et vélo), tandis que la voiture et l'avion sont en fort retrait (moitié moins de trajets en voiture par rapport à 2015).”

1B Portraits des 3 territoires étudiés en immersion¹⁴

Figure 5 :
répartition des équivalents temps plein (ETP) moyens annuels par thématique d'activités. L'EBE Val d'Emploi (en %), en 2023.



Le territoire

Val de Drôme - Livron-sur-Drôme - Drôme (26)
Habilité depuis 2,5 ans (le 28/10/2022) - 1 EBE sur le territoire

L'entreprise à but d'emploi

Val d'Emploi : 54 salarié·es dans l'EBE au 31/12/2023

Activités liées à la transition écologique

L'EBE est organisée autour de 4 pôles d'activités au sein de chacun desquels il y a des activités qui concernent la transition écologique :

→ **Recyclerie** : L'astucerie

(activités collecte - tri - remise en état - vente)

→ **Textile** : Atelier de couture Les mains d'or + Centre de tri textile (vente aux particuliers/pro - magasin en cours d'ouverture)

→ **Maraîchage** : Val de terre

(activités pédagogiques - activités agricoles pour la culture des légumes de La Mandragore)

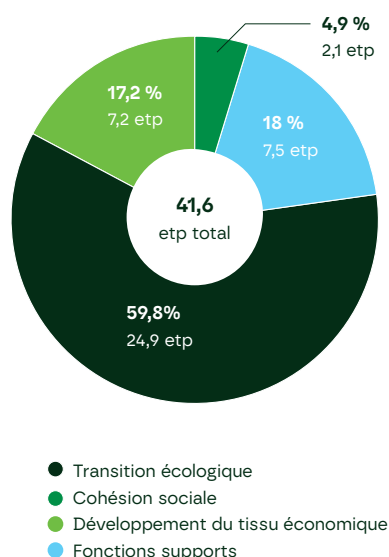
→ **Bois** : l'Atelier Bois

(fabrication de composteurs et de bac à jardinage)

→ **Cantine Familiale** (à destination des salarié·es)

→ **Mobilité** (à destination des salarié·es)

Figure 6 :
répartition des équivalents temps plein (ETP) moyens annuels par thématique d'activités. L'EBE Le Ressort (en %), en 2023.



Le territoire

TOPE 5 du Chatelleraudais - Vienne (86)
Habilité depuis 3 ans (le 03/12/2021) - 1 EBE sur le territoire

L'entreprise à but d'emploi

Le Ressort : 62 salarié·es dans l'EBE au 31/12/2023

Activités liées à la transition écologique

L'EBE est organisée autour de 4 pôles d'activités au sein de chacun desquels il y a des activités qui concernent la transition écologique :

→ **Pôle Champignonnière** : production et vente locale de champignons (réhabilitation des anciennes caves de Scorbé Clairvaux) ;

→ **Pôle Maraîchage** : culture diversifiée de légumes, cueillette de fruits et légumes ;

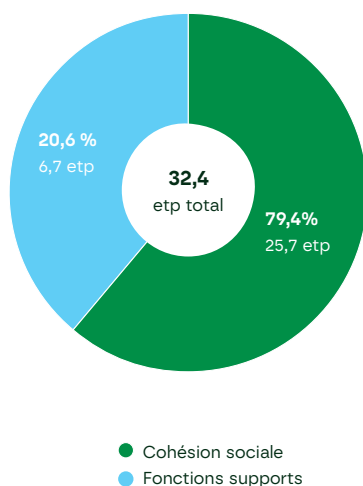
→ **Pôle Réemploi** : ateliers de collecte et de valorisation (vélo, bois, informatique, etc), galerie marchande comprenant plusieurs boutiques thématiques (matériau-thèque, décoration...), espace de snacking ainsi que des espaces d'échanges ;

→ **Pôle Conciergerie** : pour les collectivités (broyage de déchets, opérateur d'enlèvement de déchets verts et de biodéchets...) et pour les entreprises (débroussaillage, enlèvement d'encombrants, nettoyage de véhicule...).

¹⁴Sources : données issues du système d'information NotreXP et des bilans d'activités des EBE concernées

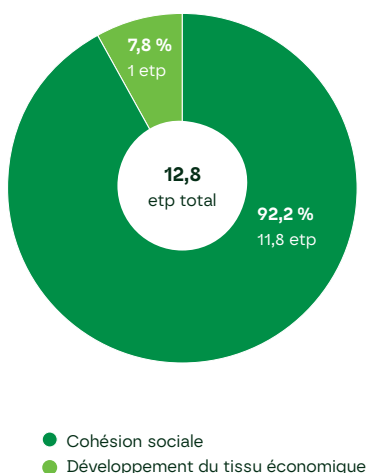
Figure 7 :
répartition des équivalents
temps plein (ETP) moyens
annuels par thématique
d'activités. Les EBE La Pioche
et TAF (Territoire d'Avenir
Fivois)¹⁵

L'EBE La Pioche



Ces chiffres intègrent les salarié-es des 2 territoires sur lesquels est implantée l'EBE (Lille Fives et Métropole Européenne de Lille - Loos).

L'EBE TAF



Le territoire

Lille Fives - Nord (59)
2 EBE sur le territoire

Les entreprises à but d'emploi

La Pioche : 50 salarié-es dans l'EBE (dont 1 salarié-e à Lille Fives) au 31/12/2023. La Pioche est organisée sur 2 territoires de la métropole lilloise : Métropole Européenne de Lille - Loos (conventionnée en février 2020) et Lille Fives (conventionnée en juillet 2023).

TAF : 36 salarié-es dans l'EBE au 31/12/2023, conventionnée en mars 2023

Activités liées à la transition écologique

La Pioche

L'EBE est organisée autour de plusieurs pôles d'activités, dont 2 qui concernent la transition écologique :

→ **Pôle épicerie** (territoire Métropole Européenne de Lille - Loos)

→ **Pôle mobilité - altermobilité** (territoire Lille Fives)

→ Services automobiles : conciergerie (garer le véhicule en périphérie de la ville et offrir l'accès à une mobilité douce pour rejoindre le centre ville)

→ Services 2 roues : sensibilisation et gardiennage,

→ Services piétons : aide au déplacement des personnes âgées

TAF

L'EBE est organisée autour de 3 pôles, qui tous concernent la transition écologique :

→ **Pôle services aux habitants** : épicerie, maraîchage, couture upcycling, réemploi.

→ **Pôle innovation & développement** : bûches en marc de café

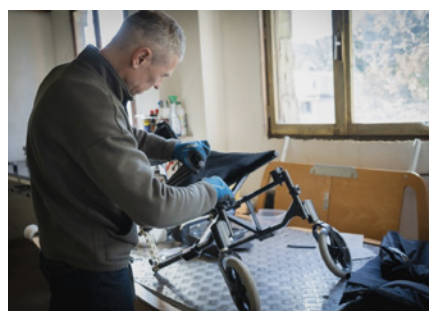
→ **Pôle service aux entreprises** : Citéo, Citiz (nettoyage sans eau), Les Alchimistes, L'étiquette, Les petites Fivoises, El market (boutique partagée), Codesign ton toit, Chaud Bouillon.

¹⁵La transition écologique est ici absente. L'affectation des ETP est laissée à la libre interprétation des directions d'EBE, qui ont jugé ici que les activités

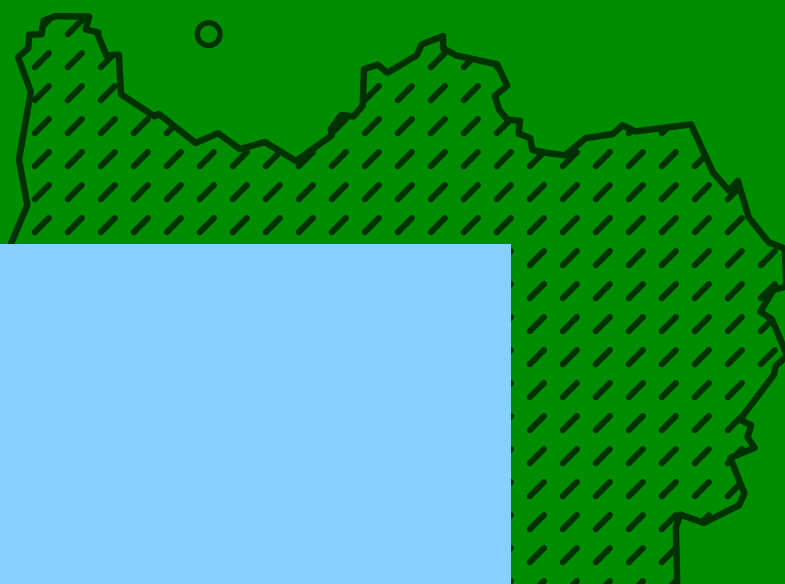
Figure 8 :

Des photographies prises lors de nos immersions au sein des 3 territoires qui nous ont accueillis, ainsi que des images tirées de «Lodève, bilans d'activités de l'EBE L'Abeille Verte », 2022 et 2023.

Brocolis	0,70 €/kg	Persil	0,30 €/(P)
Carottes	0,55 €/(P)	Panais	0,25 €/kg
Celeri	1,35 €/kg	Pak choi	2,25 /kg
Champignons	0,31 €/(P)	DIVERS	4,35 €/kg
Chou rouge	0,25 €/(P)	Noisette	5,05 /kg
Chou vert	0,25 €/(P)		
Chou-fleur	0,34 €/(P)		
Chou chinois	1,05 €/kg	Menthe (100 g)	7,05 €
Choux de bruxelles	0,38 €/(P)	Maïs	0,25 /kg
Concombre	0,45 €/kg	Gingembre	1,75 €/kg
Courges	0,82 €/kg	Epinard	1,75 €/kg
Courgettes	0,82 €/kg	Cresson	4,75 €/kg
Echalottes	0,41 €/kg	Citronnelle	4,17 €/kg



2. Les liens structurels entre TZCLD et la transition écologique



2. LES LIENS STRUCTURELS ENTRE TZCLD ET LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Dans cette partie, nous développons l'idée selon laquelle les composantes structurelles de TZCLD, qui permettent de mettre en place la **démarche d'expérimentation, sont nécessaires, voire indispensables à la transition écologique**. En tant que changement de paradigme global, la **transition écologique nécessite en effet un cadre expérimental**, pour temporairement déroger à certaines normes, et imaginer des transformations potentielles.

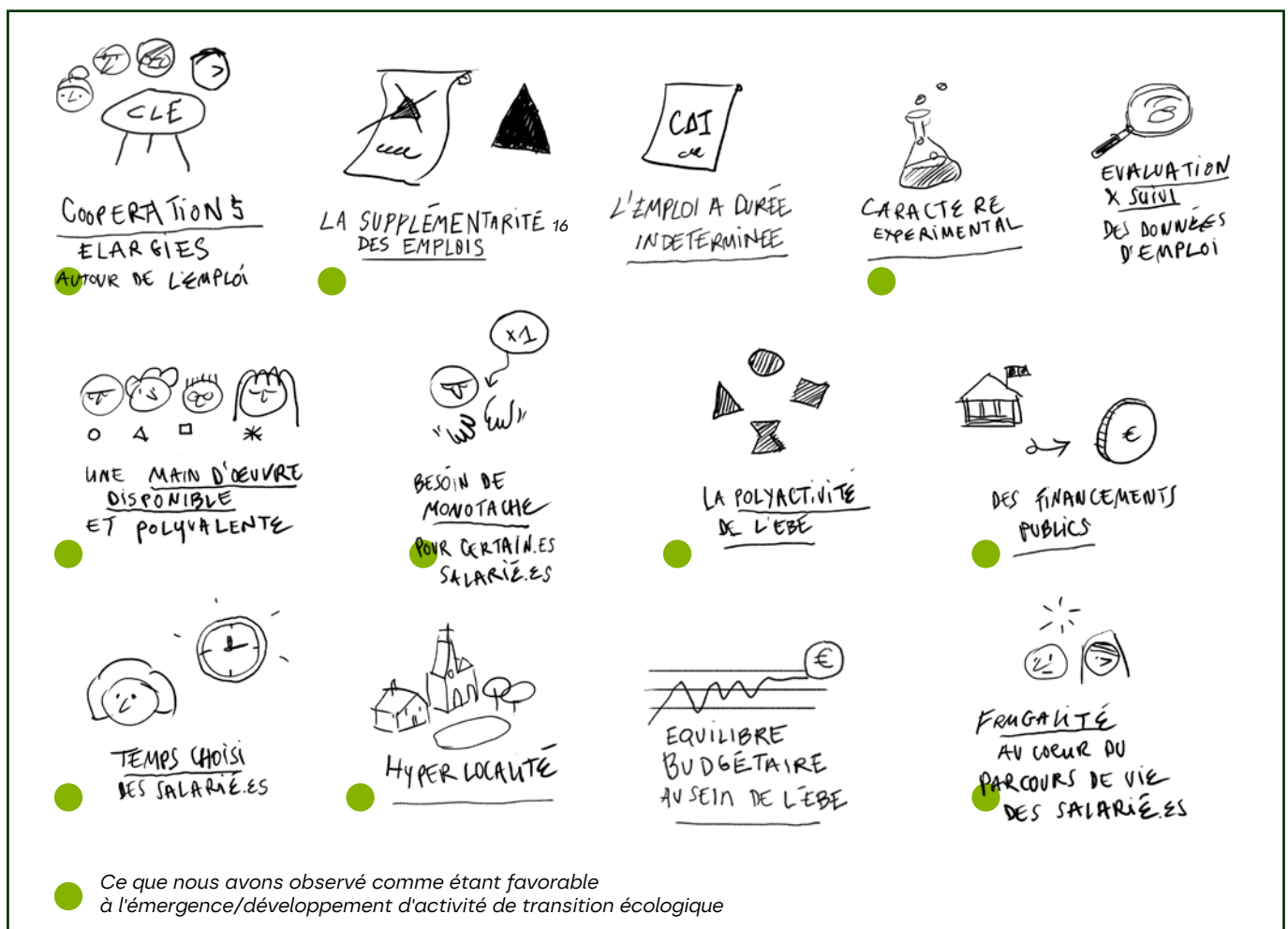
À différentes échelles, et à partir des territoires étudiés, nous allons donc voir comment le

cadre expérimental proposé par TZCLD **est particulièrement propice à l'émergence d'activités de transition écologique et à l'expression de désirs de salarié-es allant dans ce sens**.

Cette singularité de l'expérimentation se manifeste à travers sa capacité à embarquer une main-d'œuvre importante (2A), une forme de pluriactivité adaptée aux besoins de polyvalence des salarié-es (2B), le cadre offert pour valoriser une relation à la frugalité qui était jusqu'alors subie (2C), et enfin un cadre financier donnant la possibilité de mener des activités écologiques qui peineraient à exister autrement (2D).

Figure 9 :

l'ADN de l'expérimentation TZCLD : hypothèses des liens étroits entre les composants de TZCLD et les activités de transition écologique. "Images à réactions", présentées aux participant·es à l'atelier de travail en visioconférence en distanciel, 31/01/2025. Pratico-pratiques.



¹⁶La suppléantarité des emplois « vise à garantir que le projet TZCLD est producteur net d'emplois : partant du constat qu'une partie de la population ne peut accéder à l'emploi, l'objectif est de créer des emplois supplémentaires qui lui sont accessibles sans en détruire d'autres ». Tiré de « [Bilan suppléantarité et non-concurrence](#) », ETCLD, mars 2024.

D'autre part, nous avançons l'idée que se déploie, sur les territoires étudiés, **une forme de "transition écologique discrète"**, non forcément énoncée, ou sans que le terme ne soit particulièrement affirmé par les acteur·ices. Il existe une sorte d'évidence à structurer l'expérimentation autour de la transition écologique, qui n'est pas questionnée, et c'est pourquoi l'impact écologique des activités des EBE est peu évalué¹⁷. La jeunesse de ces structures (conventionnées depuis moins de 3 ans en moyenne) est un facteur explicatif : cela répond au développement logique d'une expérimentation, où l'effort est mis avant toute chose sur la mise en œuvre opérationnelle de son objet expérimental, ici le droit à l'emploi.

"La transition écologique, au niveau opérationnel c'est tous les jours. Les enjeux du programme d'animation tournent autour de la transition écologique. Au niveau stratégique, on en parle moins qu'au début."

Direction d'EBE.

"Nos motivations : privilégier toutes les activités qui portent des enjeux de transition écologique. Même si on en parle jamais ainsi. C'est un peu comme une évidence. C'est un domaine où il faut innover, tester. Le modèle de l'EBE apporte une réponse."

Membre d'un CLE, chef·fe de projet.

Retours de "l'atelier des 5 territoires"

→ L'ensemble des participant·es mentionne qu'au sein de leur CLE, le sujet de la transition écologique vient "parfois dans les discussions", sans forcément que le terme lui-même ne soit utilisé. Ils précisent qu'il n'y a pas de cadre particulier pour la tenue de discussions autour de ce sujet, qui peut être abordé indistinctement en plénière, de manière informelle entre partenaires, ou au cours de séances de réunions plus restreintes.

→ La majorité des participant·es décrit qu'aucune action particulière n'est mise en place au sein des instances du CLE en termes de sensibilisation aux enjeux de la transition écologique.

2A Les mille petits gestes de la transition écologique

D'abord, l'expérimentation TZCLD permet le **déploiement d'une très grande capacité de main-d'œuvre disponible** - au sens qu'elle n'était jusqu'à pas mobilisée sur les territoires concernés. Cette main-d'œuvre répond à des spécificités qui coïncident avec les besoins des activités émergentes de transition écologique : des "petits gestes", **des micro-tâches liées à des activités spécifiques à la transition écologique**. Par exemple pour le réemploi, nous parlons ici de collecte, de tri, de démantèlement, de reconditionnement, de réparation, de présentation, de vente. Pour les activités d'agriculture ou de maraîchage, il s'agit de préparation à la transformation alimentaire, de médiation animale, ou encore d'accompagnement à l'éco-pâturage. Cette division du travail en micro-tâches présente l'autre avantage de **créer de l'emploi non délocalisable sur les territoires**.

Ces micro-tâches, assez spécialisées et parfois spécifiques à une filière ou une matière ultra locale, ne seraient pas rentables sur le marché du travail classique. Elles nécessitent des "mains" au sens que ces activités ne peuvent être automatisées, à la fois du fait de leur caractère singulier (propre à chaque activité), et du fait de leur très faible volume ou temporalité.

Sur le plan de l'emploi, une économie circulaire favorisant l'allongement de la durée d'usage et du recyclage des produits et des matériaux, à travers la maintenance, la réparation et le remploi est à court terme **plus exigeante en main-d'œuvre que des activités d'exploitation minière et de fabrication basées sur une philosophie d'élimination après consommation** (logique économique "linéaire"), dont les installations sont souvent hautement automatisées et robotisées.¹⁸ Ainsi, le ministère de la Transition écologique indique que « le développement des activités de réparation, de réutilisation et de recyclage crée 25 fois plus d'emplois que la mise en décharge de ces déchets ». Au vue des investissements humains et matériels, une activité basée sur

une économie circulaire est aujourd'hui moins rentable qu'une activité fondée sur le modèle économique (linéaire) dominant. A cet égard, le cadre proposé par TZCLD, parce qu'il offre les conditions de développement d'un modèle économique hybride, dont les ressources sont issues de différentes sources (voir la partie 2D), permet de progresser vers des activités écologiques.

Par exemple, la Ressourcerie "Le recyclage lodévois" préexistait à l'arrivée de TZCLD sur la ville de Lodève. L'association comptait alors 6 salarié-es. Ses activités ont été incubées dans l'EBE l'Abeille Verte avec la mise en place de l'expérimentation. En 2023, l'EBE comptait 33 ETP pour son activité de revalorisation¹⁹. Si l'activité de ressourcerie implique des tâches de sélection des objets à conserver, de démantèlement, de réparations fines, voire de transformation esthétique, **ces tâches ne peuvent être automatisées et nécessitent une main-d'œuvre aguerrie et qualifiée**.

"Certaines activités requièrent des monotâches, qui conviennent à certaines personnes. Le démantèlement est intéressant pour certain-es salarié-es, parce qu'il nécessite de la monotâche. Par exemple, le démantèlement de cartables, où il faut séparer le cuir, le métal, le plastique."

Direction d'EBE.

Retours de "l'atelier des 5 territoires"

→ Quand on leur demande quels sont les atouts des activités de transition écologiques des EBE au regard de l'expérimentation, les participant-es de l'atelier territoires répondent principalement qu'il s'agit de l'adaptation de ces activités aux profils des salarié-es, ainsi que leur forte teneur en emploi. Le caractère "rassembleur" de ces activités au sein de l'EBE est également souligné.

¹⁸ « Économie circulaire et emploi : développer l'emploi et les compétences grâce à l'économie circulaire », livret 05 de la collection "Économie circulaire et création de valeur" de l'association ORÉE, 2022 (lire page 10).

¹⁹ Données issues du système d'information NotreXP

2B Les EBE : une écologie de la pluriactivité

L'organisation du travail en micro-tâches nécessaire à la transition écologique s'accompagne d'une diversité d'activités au sein des EBE. En effet, les EBE développent plusieurs activités en même temps, permettant aux salarié·es de varier régulièrement d'activité et de postes de travail. Ce qui est particulièrement adapté à des personnes qui ont besoin d'un temps de travail réduit ou qui ne peuvent effectuer des tâches pénibles ou trop complexes, et permet d'éviter une forme de lassitude liée à la réalisation de tâches répétitives. Cette organisation impacte les salarié·es des EBE : elle est propice à la polyvalence, et favorise le sentiment d'appartenance à un projet collectif. Cette adéquation entre la nature des activités et la manière de les exercer, repose en grande partie sur la recherche de travaux utiles au territoire, inhérent à l'expérimentation. Il s'agit, en partant des savoir-faire et souhaits des futur·es salarié·es de répondre à des besoins non ou mal pourvus sur le territoire. L'identification de travaux utiles au sein du projet est issue d'un travail collectif qui implique à la fois les membres du Comité local pour l'emploi (CLE), les Entreprises à but d'emploi (EBE), mais aussi et avant tout les personnes privées durablement d'emploi (PPDE), soit les futur·es salarié·es des EBE. La diversité des activités est aussi le reflet de la diversité des salarié·es qui les exercent.

“Un jour tu fais du maraîchage, un autre jour tu réceptionnes des objets à recycler...”

Salarié·e d'EBE.

“La force de l'EBE est sa polyactivité. Les tâches autour du réemploi sont souvent redondantes, ennuyantes, mais dans une EBE, les salarié·es peuvent tourner et changer de postes (tri, maraîchage...). Du coup, chez nous, tout le monde contribue à ces activités liées à l'économie circulaire, dans sa dimension logistique, tri, organisationnelle... L'EBE permet aussi d'avoir des postes avec des niveaux de compétences et d'accessibilité différents, ce qui permet à chacun·e de prendre part à un projet commun d'entreprise : il y a un fort intérêt en terme de portage collectif.”

Direction d'EBE.

Là aussi, cette forme de **cohabitation d'activités très différentes**, fréquentes au sein des EBE, ne pourrait s'imaginer dans des cadres plus classiques d'entreprises, principalement pour des raisons économiques. Comme une biodiversité de petites activités, il paraît évident que les EBE sont des terreaux fertiles à l'invention, la cohabitation et même la coopération entre des pratiques écologiques.

“Ici, il y a plusieurs chemins. Chacun apporte ce qu'il sait faire, nous sommes polyvalents. Moi je suis un artiste peintre et je me retrouve à travailler sur la rénovation de meubles avec une collègue qui était tapissière. Je travaille aussi à l'atelier bois, nous créons des bacs potagers avec des palettes pour l'activité de maraîchage.”

Salarié·e d'EBE.

2C La frugalité, l'économie, la réparation : des savoirs de subsistance valorisés

Au contact des territoires, nous avons pu observer qu'une forme de culture informelle, correspondant aux enjeux écologiques de frugalité²⁰ préexistait chez les salarié·es des EBE, du fait de la situation de précarité dans laquelle se trouvent les personnes qui sont ou ont été privées durablement d'emploi. **Cette frugalité subie se retrouve dans TZCLD comme valorisée** par le biais du montage de l'activité, car elle devient dans ce cadre "une pratique écologiste". En effet, les salarié·es portent souvent l'envie de développer des **activités liées au réemploi, à la réparation, ou encore à la gestion des ressources**, soit parce qu'ils et elles ont une sensibilité à ces sujets, soit parce que ce sont des usages qu'ils et elles connaissent pour les pratiquer au quotidien.

"Pendant plusieurs années, on a vécu en caravane, sans accès à l'eau courante. Par nécessité, on a appris à utiliser très peu d'eau au quotidien, juste le nécessaire, et à la récupérer dans une cuve. On avait besoin de 120 L d'eau pour deux pendant 10 jours. On ne vit plus en caravane, mais on continue à économiser l'eau."

Salarié·es d'EBE.

Dans ce cas précis, qui est bien sûr circonscrit et singulier, on peut comparer l'usage de l'eau décrit ci-dessus (autour de 6 litres d'eau potable par personne et par jour), aux moyennes nationales : depuis 2012, la consommation domestique d'eau potable en France tend à se stabiliser autour de 147 litres d'eau potable par jour et par habitant·e.²¹ On voit ici que l'économie de la ressource, même si elle est issue d'une situation subie, **dépasse largement les préconisations**. Nous assistons donc, par le biais du montage de TZCLD et des publics à qui cette expérimentation s'adresse, à la participation concrète à des enjeux écologiques majeurs, par **des personnes ayant une expertise jusque-là non reconnue** sur ces sujets - ces "savoirs de subsistance".²²

"Notre sujet, c'était le droit à l'emploi, on donnait la parole aux volontaires, à leurs souhaits de formation ou à des sujets les empêchant d'exercer leurs compétences, les freins... Sauf que ce n'est pas du tout ce que les gens ont mis en œuvre dans leurs propositions. Les personnes qui sont mises à l'épreuve au travers de leur privation d'emploi, (ils) en reviennent à l'essentiel. Ils sont porteurs de propositions en lien avec des thèmes de transition écologique, de mieux-être dans la vie sociale avec peu de moyens. Sur la mobilité ça se traduit par la livraison sur le dernier km : tout ce qui n'est pas couvert par les transports publics."

Direction d'EBE.

Les futur·es salarié·es des EBE se dirigent d'eux·elles-mêmes vers des actions écologiques. La mobilité, l'habitat, l'alimentation... sont autant de domaines investis par les EBE, qui font également l'objet de « Chantiers pour l'écologie » de la part de l'Etat²³, visant à "planifier et accélérer la transition écologique". Ainsi, une large part des politiques de transition écologique tendent à responsabiliser les individus sur les effets néfastes de leurs comportements sur l'environnement (à travers des normes, des primes...). **Ces mesures peuvent être perçues comme inégalitaires en impactant en premier lieu les personnes en situation de précarité**. À titre d'exemple, citons la Zone à Faibles Emissions (la ZFE), qui, pour réduire la pollution de l'air, incite à abandonner son véhicule ancien et polluant, afin de pouvoir circuler dans certains centre villes. Mais, pour les plus fragiles, le manque d'information sur les aides disponibles, les normes en vigueur, cumulé à des contraintes budgétaires importantes, les empêchent d'investir dans des alternatives plus « vertes » ou se projeter dans des pratiques plus vertueuses. **L'expérimentation donne ainsi une marge de manœuvre aux plus précaires**.

²⁰ Voir le scénario "Génération frugale" de l'Ademe présenté en partie 1

²¹ « Consommation domestique en eau potable », www.notre-environnement.gouv.fr

²² Majid Rahnama et Jean Robert, La puissance des pauvres, Actes Sud, 2008

²³ « Priorité du Gouvernement, 9 chantiers pour l'écologie »

2D Un soutien financier fertile

Enfin, un des intérêts majeurs du cadre expérimental de TZCLD concernant le déploiement de la transition écologique, est de permettre aux EBE d'avoir un seuil de rentabilité différent d'une entreprise classique. La création d'emplois supplémentaires au sein des EBE est soutenue par le versement de la Contribution au Développement de l'Emploi (CDE), provenant de l'Etat et des Départements. Libérés ainsi du coût du travail, **les territoires et leurs EBE peuvent prototyper assez rapidement, et souvent, rendre possibles des activités de transition écologique, qui ne seraient pas assez rentables hors du cadre expérimental.** Comme vu précédemment (2A) les activités d'économie circulaire peinent à être lucratives.

Malgré ce soutien financier, les activités développées doivent permettre à l'EBE d'atteindre son équilibre financier. En effet, la création d'emplois supplémentaires nécessite la viabilité de l'EBE, assurée par un modèle économique mixte constitué du chiffre d'affaires réalisé par l'entreprise et du financement public d'une fraction de la rémunération des salarié·es. Ce fonctionnement apporte une certaine souplesse aux EBE, qui peuvent, notamment dans les premières années d'expérimentation, lancer des activités peu rémunératrices, à la condition d'assurer l'équilibre financier de l'EBE à travers d'autres activités plus lucratives.

“Depuis le début, il y a toujours eu le souhait des élu·es que le territoire soit un support à l'expérimentation de nouveaux métiers liés à la transition écologique, au travers de l'ESS pour porter ces projets. TZCLD a la capacité de permettre à des structures de tester ces projets, qui n'ont pas de viabilité économique.”

Membre d'un CLE, chef·fe de projet.

“Pour les paillettes de plastique, sans TZCLD, on n'aurait pas pu résoudre le problème de la main-d'œuvre nécessaire, le transport, ... aucun·e d'entre nous n'aurait pu le faire.”

Direction d'EBE.

Cette nécessité d'équilibre budgétaire constitue un défi pour les entreprises à but d'emploi, qui cherchent le modèle économique le plus approprié, au sein d'un cadre d'expérimentation contraint.

“Au vu des contraintes de l'expérimentation, on savait qu'il fallait 1 ou 2 activités qui rapportent des rémunérations suffisantes pour palier les autres activités non rentables.”

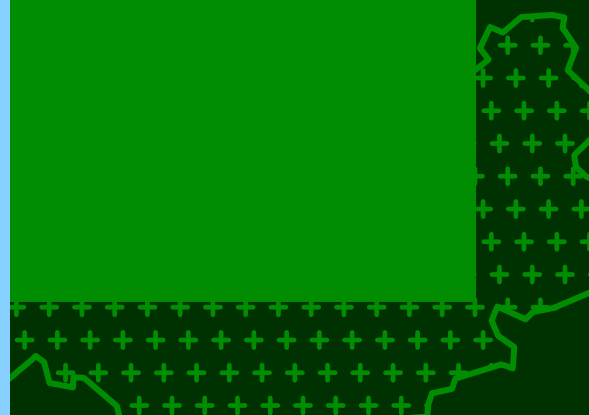
Direction d'EBE.

“Pour 2025, nous avons le projet d'aller vers des grands groupes, notamment certains qui sont liés à la transition écologique, pour prendre en charge certaines tâches qui ne sont pas rentables pour eux. Faut qu'on se fasse connaître en tant qu'acteurs économiques. On doit gagner de l'argent, puisqu'on nous le demande. Ce qui crée une tension : on ne peut pas se positionner comme une entreprise classique, et on nous demande à la fois d'être rentable.”

Direction d'EBE.

Pour conclure cette partie, le soutien technique et logistique propre à l'expérimentation, par le choix collectif des activités, l'embauche facilitée d'une nombreuse main-d'œuvre par le soutien financier des pouvoirs publics donnent aux EBE une grande souplesse, et une **capacité à absorber rapidement de nouvelles activités et à révéler des besoins écologiques du territoire, qui n'étaient jusque-là pas pourvus.** De ce fait, les territoires s'en trouvent impactés sous différentes formes. Ce que nous allons développer dans la partie suivante.

3. Les impacts de TZCLD sur les territoires en termes de transition écologique



Nous souhaitons ici partager nos enseignements sur **la manière dont TZCLD agit sur les territoires où il s'implante**. Pour cela, nous avons privilégié une approche qualitative, liée aux immersions sur place, pour **essayer de “voir l'invisible”, c'est-à-dire repérer des signaux faibles et collecter des données qualitatives significatives** (partie 3A). Nous avons pu quantifier les **impacts de deux activités s'inscrivant dans des typologies plus formelles : une ressourcerie et une épicerie solidaire** (partie 3B). Pour ces deux cas, nous avons choisi de concentrer nos efforts de quantification

sur le calcul des émissions de gaz à effet de serre évitées par les activités des EBE. La partie suivante s'appuie sur le constat important, issu de l'enquête, selon lequel **la transition écologique est un outil puissant de création et de développement d'emplois**. Nous analysons ce constat en observant dans le détail comment l'expérimentation **induit, diffuse, et impulse une dimension écologique au sein de l'écosystème d'emploi territorial, impliquant autant les acteur·ices public·ques, les acteur·ices privé·es que les autres structures de l'ESS** (partie 3C et 3D).

3A Une contribution culturelle à la transition écologique : diffusion de pratiques écologiques

À la fois au sein des CLE et des EBE, on constate dans les discours des acteur·ices que **la place des sujets de transition écologique est cantonnée à l'informel** (temps et espaces informels de discussions). Néanmoins, si le sujet n'est pas formellement sur la table, **il se trouve très présent dans les gestes**, les pratiques, les habitudes, notamment des salarié·es des EBE. Nous constatons cette “sensibilisation par des tiers” aux pratiques écologiques à différentes échelles : au sein de l'EBE d'une part, mais aussi par un effet d'entraînement ou d'essaimage, à l'extérieur de l'EBE. On note **la présence d'une forme “d'écologie du quotidien” dans les foyers, le voisinage, les cercles proches des salarié·es des EBE**, et plus largement des acteur·ices de TZCLD. Nous pouvons parler là “d'innovations comportementales, organisationnelles et technologiques”, issues du scénario “Génération frugale” de l'Ademe.

Retours de “l'atelier des 5 territoires”

Lorsque l'on demande aux participant·es de l'atelier si les EBE dans lesquelles ils et elles sont impliqué·es prennent en compte les enjeux écologiques dans leurs propres fonctionnements, on se rend compte que certaines pratiques de transition écologique sont bien ancrées dans les usages. Les réponses concernent principalement le tri des déchets, l'économie d'énergie (chauffage, lumière, impressions), la mutualisation de matériel, ainsi que la mobilité douce - des pratiques que l'on pourrait définir comme “culturellement écologiques”.

“Je n’arrive plus à entrer dans un magasin et acheter du neuf, j’en deviens chiante. Avec Territoire Zéro Chômeur on essaie de protéger la nature, d’expliquer au monde pourquoi faire attention. Nous, on voit tous les jours ce qu’on jette.”

Salarié-e d’EBE.

Ces changements d’habitudes, davantage tournés vers le souci écologique et plus largement vers le commun, sont pour nous le signe **d’augmentation du pouvoir d’agir chez les PPDE**. L’effet de cette sensibilisation environnementale des comportements n’est pas seulement individuel, mais aussi collectif : par la sortie de l’isolement que permet un emploi au sein d’une EBE, on peut considérer que la transition écologique est un levier indirect vers des dynamiques collectives, solidaires et coopératives.

“Territoire Zéro Chômeur c’est le lien de proximité. Avec les champignons [produit à la champignonnière], on fait les marchés et on retrouve les liens qu’on avait perdus. C’est aussi la liberté d’aller et ressortir. Je suis à égalité avec mon voisin qui a un travail et moi aussi. Ici [dans l’EBE], il y a une fraternité avec des gens supers.”

Salarié-e d’EBE.

Dans certains cas, les activités écologiques des EBE peuvent faire émerger l’expression d’un sentiment d’appartenance à un patrimoine local, et susciter ainsi une forte adhésion. C’est le cas du territoire de TOPE 5 du Châtelleraudais, où la reprise par l’EBE de la production de champignons - historiquement implantée dans la région et à l’arrêt depuis plusieurs dizaines d’années - a été saluée par les habitant-es, qui reconnaissent l’intérêt et le besoin d’une production alimentaire locale et d’un patrimoine local relancés (qualité du produit, réduction des transports, lien social...). Notons que la culture du champignon s’inscrit ici dans une dynamique de relocalisation de la production agricole soutenue par la communauté

d’agglomération du Grand-Châtelleraudais, qui l’a inscrite dans son PAT, en vue de tendre vers une plus grande autonomie alimentaire. Ce territoire agricole, principalement céréalier, souffre d’un manque de maraîchage et importe une grande partie des légumes et fruits consommés.

Nous avons pu observer, que les activités de transition écologique des EBE peuvent parfois inciter à des changements de pratiques des habitant-es. C’est le cas des recycleries qui bousculent les pratiques liées à la consommation.

« Les habitants ont pris l’habitude de passer à l’EBE sur le chemin de la déchetterie, pour nous déposer des objets à réparer ».

Direction d’EBE.

Ces évolutions sont, pour nous, le signe d’une influence des EBE sur les pratiques écologiques du territoire, aussi discrètes soient-elles, qui méritent d’être observées et renforcées par les pouvoirs publics dans leurs politiques locales.

3B Une contribution environnementale : une analyse quantitative des impacts écologiques de TZCLD

À l'échelle nationale

Bien que notre étude concerne quelques territoires, nous avons tenté, à titre d'exemple, de calculer l'impact écologique de l'expérimentation à l'échelle nationale, comparé aux pratiques communes au sein de la société, dans une optique quantitative.

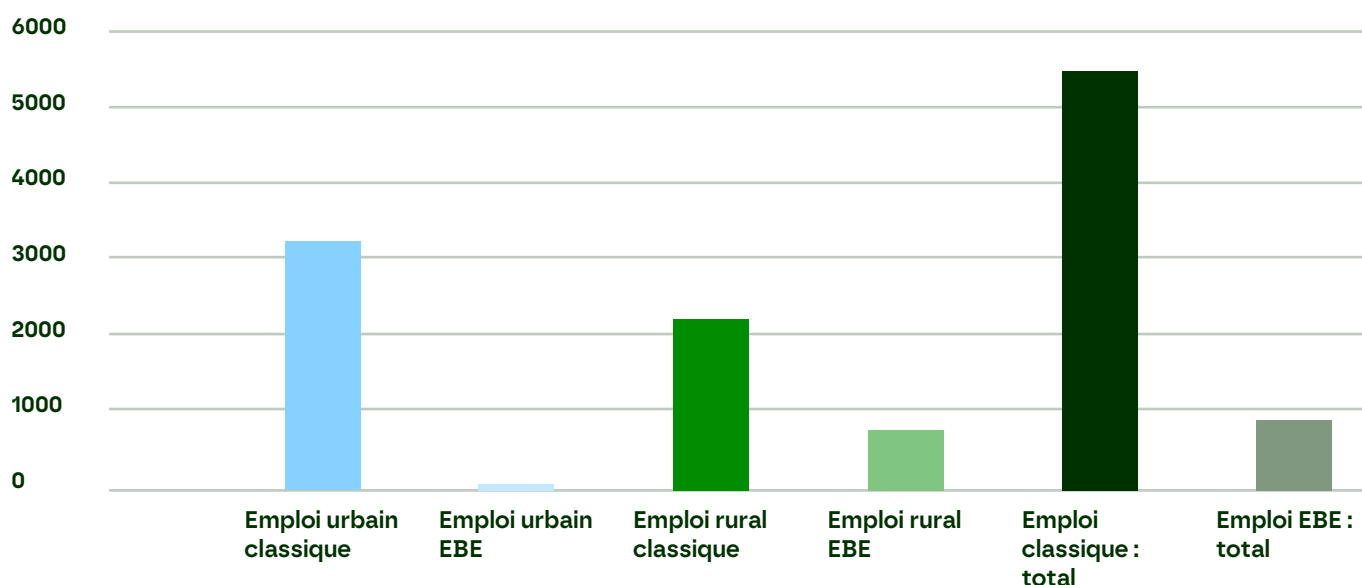
Le cas de la mobilité

De par son ancrage territorial, TZCLD crée des emplois locaux non délocalisables, dont la distance domicile-travail des salarié-es est, de fait, réduite. Nous voulions en calculer l'impact environnemental. Pour cela, nous avons comparé l'impact carbone de la mobilité des salarié-es des EBE à celui de la mobilité de salarié-es français médians. Nous avons fait l'hypothèse que sur les territoires ruraux les salarié-es (EBE et hors EBE) se déplacent majoritairement en voiture, mais sur une moindre distance dans le cas de l'EBE, et pour les salarié-es des territoires urbains, nous avons repris les données de l'Insee, en allouant aux salarié-es des EBE une moindre distance médiane à parcourir et une plus faible tendance à opter pour les mobilités carbonées. Il apparaît que les déplacements domicile-travail des salarié-es

des EBE sont bien moins émetteurs que les trajets domicile-travail médians à l'échelle nationale, d'autant plus dans le cas d'emplois urbains. Au global, sur l'ensemble des EBE considérées, ce sont environ 6 fois moins de gaz à effet de serre qui sont émis par les trajets domicile-travail des salarié-es que dans un cas d'emplois classiques.

Bien qu'il ne s'agisse là que d'estimations, cela montre **une réelle tendance à la réduction des émissions induite par la dimension locale de l'expérimentation.**

Figure 10 : comparaison des émissions dues aux trajets pendulaires (aller-retour domicile-travail) des salarié-es de l'ensemble des EBE avec celles qui seraient émises si ces personnes occupaient un emploi classique. En kgeqCO₂/jour.²⁴



28 ²⁴ Sources de calcul : La Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Dares), databases de ETCLD et de l'Ademe, données Insee.

En bref, à titre de comparaison :

En considérant l'ensemble des EBE de France, l'émission d'environ **4,4 téq CO₂ (tonnes équivalent CO₂)** est évitée quotidiennement du fait de la proximité des EBE au lieu de vie de leurs salarié·es. Cela représente :

40%

de l'empreinte carbone
annuelle d'un·e français·e
moyen·ne

Aujourd'hui, l'empreinte carbone moyenne
par habitant·e est de 10 tonnes.

→ Pour respecter l'Accord de Paris, et donc limiter le réchauffement
climatique à +1,5°C, chaque Français·e devra émettre au maximum
2 tonnes de CO₂ par an en 2050.

17

réfrigérateurs
(fabrication)

5

trajets Paris → New-York
pour une personne
en avion de ligne

57kg

de viande
de bœuf produite

Annuellement, pour 230 jours travaillés, cela représente donc 1012 téq CO₂ évitées.

Ou encore à titre de comparaison :

100

l'empreinte carbone
annuelle de 100 français·es

5,5M km

en voiture essence moyenne
(M = million)

600M km

en TGV (M = million)

Le cas du maraîchage

Les émissions dues à la production de denrées ne sont pas nécessairement moindres dans le cas d'une agriculture locale, en raison des méthodes et des sources d'énergie utilisées. Étant donné la complexité des calculs et la quantité de données précises qu'il serait très difficile de se procurer, nous avons choisi de ne pas quantifier l'impact en matière de gaz à effet de serre d'une activité maraîchère d'une EBE. Néanmoins certains impacts qualitatifs de l'agriculture biologique pratiquée par

les Entreprises à But d'Emploi (EBE)²⁵ méritent d'être évoqués.

L'agriculture biologique a un moins bon impact que l'agriculture conventionnelle sur l'usage des terres, en termes de surface. Cependant, elle a un nettement meilleur impact en matière d'émissions de particules fines, émises notamment lors de l'utilisation de produits phytosanitaires, et d'eutrophisation des sols, c'est-à-dire de l'asphyxie des sols due à une trop grande quantité de certains éléments chimiques (nitrate et phosphore) que

²⁵ Les productions maraîchères des 3 territoires rencontrés en immersion sont issues d'une agriculture biologique. Pour l'exercice d'analyse, nous avons étendu cette pratique à l'ensemble des EBE.

l'on retrouve dans les engrais et les pesticides. L'eutrophisation des sols est néfaste pour la biodiversité, tandis que les particules fines sont dangereuses pour la santé humaine. L'agriculture biologique est également en moyenne légèrement meilleure que l'agriculture conventionnelle en ce qui relève de l'appauvrissement de la couche d'ozone et d'utilisation d'eau. La préservation de la ressource en eau, dans un contexte de réchauffement climatique et d'évolution de la population, est devenue urgente, et l'agriculture biologique participe à cette préservation.

Plusieurs enjeux existent quant aux méthodes de distribution et comparer les circuits courts aux circuits classiques de distribution n'est pas chose aisée. Comparer l'impact carbone des produits maraîchers locaux cultivés par une EBE avec l'impact de ceux de la grande distribution est une tâche complexe et incertaine : s'approvisionner en local peut induire la multiplication d'allers-retours motorisés vers différentes sources d'approvisionnement, ce qui peut augmenter les émissions de gaz à effet de serre liées aux déplacements des personnes.

Deux analyses quantitatives territorialisées

Une approche quantitative : le calcul des émissions de gaz à effet de serre évitées.

Pour ces études quantitatives, le choix a été fait de calculer les émissions de gaz à effet de serre évitées. D'autres indicateurs auraient pu être choisis : impact sur la ressource en eau, impact sur l'acidification des milieux aquatiques, émissions de polluants atmosphériques... Mais les émissions de gaz à effet de serre sont de loin l'indicateur le plus commun, le plus parlant, et le plus documenté. Ainsi, il est bien plus aisé de se procurer des données fiables et cohérentes concernant les émissions de gaz à effet de serre évitées par la mise en place de telle ou telle autre activité que de se procurer des données fiables concernant d'autres indicateurs.

En outre, il est également plus aisé de fournir des comparaisons parlantes entre les émissions de gaz à effet de serre évitées calculées et un produit ou un service du quotidien, ce qui permet de sensibiliser un plus grand nombre de personnes.

Nous déployons les mesures d'impacts en matière de données quantitatives à propos de deux activités parmi les plus formalisées des territoires observés en immersion : la recyclerie "La Galerie du Réemploi" à Naintré, gérée par l'EBE Le Ressort du territoire de TOPE 5 du Châtelleraudais, et l'épicerie solidaire de Loos, gérée par l'EBE La Pioche. Grâce à l'existence d'un Réseau National des Ressourceries et Recycleries, **l'activité d'une recyclerie exige d'être quantifiée et catégorisée ; les bilans chiffrés de l'épicerie solidaire** nous ont

aussi permis d'analyser les données, moyennant plusieurs apports chiffrés supplémentaires et plus précis²⁶.

L'exemple de la recyclerie du Ressort (TOPE 5 du Châtelleraudais)

Nous cherchons ici à **évaluer les émissions de gaz à effet de serre évitées du fait du prolongement de la durée de vie des produits collectés et réparés par la recyclerie.**

L'EBE récupère et revend plusieurs types d'objets, catégorisés comme suit : équipements électriques et électroniques (DEEE), éléments d'ameublement (DEA), articles de bricolage et de jardin (ABJ), bois, textile, déchets, articles de sport et de loisirs (ASL). Certains objets sont réparés avant d'être revendus, ou bien, ils sont démantelés.

Nous avons calculé **les émissions de GES qui ont pu être évitées grâce à la revalorisation des produits en question.**

Ces estimations d'évitement d'émissions se basent sur les poids/quantités de produits récupérés sur 3 ans (2022 à 2024), les parts de réemploi et de valorisation (données fournies par Le Ressort), et sur des facteurs d'émissions calculés par l'Ademe. Par manque de détail, pour certaines catégories, des hypothèses ont été prises pour répartir les tonnages par catégories. Malgré tout, les résultats permettent de mettre en valeur l'impact écologique significatif de l'activité.

Nous représentons ici le tonnage d'éléments récupérés par Le Ressort sur 3 ans. **Un total de 259 tonnes d'équipements.** Au sein des DEA par exemple, **les équipements d'ameublement représentent plus de 107 tonnes récupérées, soit 41,4 % de l'ensemble du tonnage d'objets récupérés.** Si ce tonnage est conséquent, les émissions de gaz à effet de serre évitées relatives à la récupération de ces équipements sont elles moins significatives du fait d'un facteur d'émissions moindre.

A ce titre, les équipements pour lesquels l'impact en terme d'émission évitée est le plus significatif sont les appareils électriques et électroniques (réfrigérateurs, lave-linges, télévisions, ordinateurs...) avec plus de 64 tonnes d'équipements récupérés, représentant plus de 210 tCO₂eq évitées, soit 45,8 % de l'ensemble des GES évités de la recyclerie, pour seulement 24,8% du tonnage récupéré.

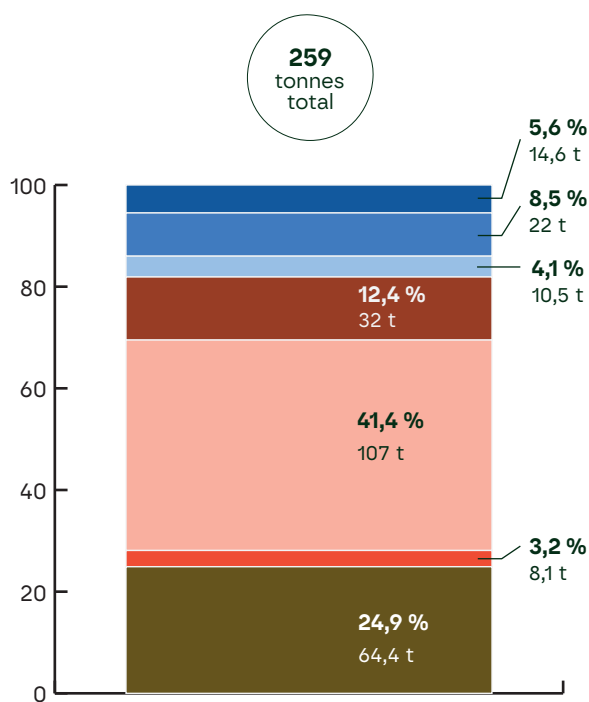
Pour se rendre compte de la masse des éléments récupérés (toujours au sein des DEEE), l'exemple des ordinateurs portables est intéressant : cela représente 11 660 Kg récupérés sur 3 ans, soit environ 5 831 unités. La part de réemploi/dons/ventes est de 26 % ; et la part de valorisation d'autre type de 46 %.

²⁶Néanmoins, les calculs menés restent incertains, et à prendre à titre d'exemple et de tendance et non au pied de la lettre. En effet, d'un point de vue strictement scientifique, les données récoltées manquent de précision. Mener un calcul précis des émissions de gaz à effet de serre évitées par le réemploi d'un objet ou la production maraîchère locale par exemple ne nécessite pas uniquement de se procurer des facteurs d'émissions précis, mais également des données précises sur la production et les activités des EBE, qui nécessitent des protocoles internes construits de recueils de données que les EBE ne sont pas toujours en mesure de mettre en place

3. LES IMPACTS DE TZCLD SUR LES TERRITOIRES EN TERMES DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Figure 11 :

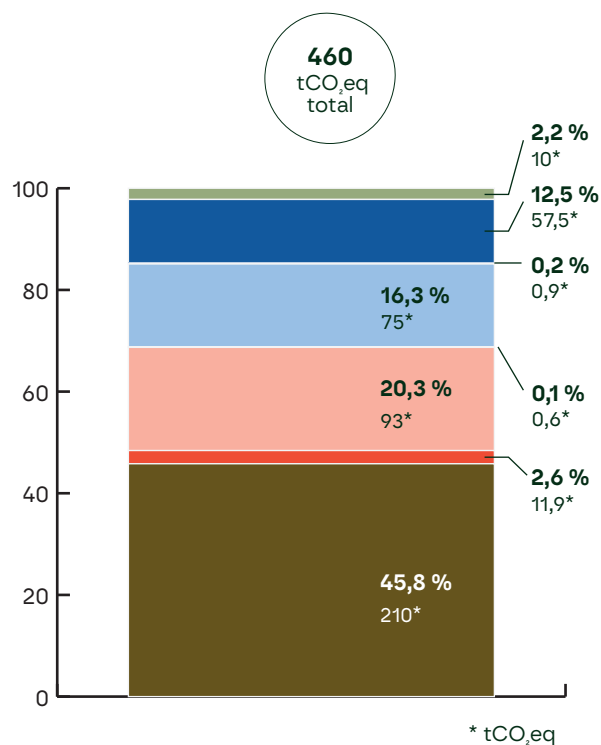
Répartition des équipements récupérés de 2022 à 2024 par la recyclerie Le Ressort (TOPE 5 du Châtelleraudais). En % et en tonnes.



- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- Articles de bricolage et de jardin (ABJ)
- Déchets d'équipement et d'ameublement (DEA)
- Bois
- Textile
- Déchets de construction
- Articles de sport et de loisirs (ASL)

Figure 12 :

Répartition des émissions de gaz à effet de serre évitées par la recyclerie de l'EBE Le Ressort (TOPE 5 du Châtelleraudais). En % et tCO₂eq.



- Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)
- Articles de bricolage et de jardin (ABJ)
- Déchets d'équipement et d'ameublement (DEA)
- Bois
- Textile
- Déchets de construction
- Articles de sport et de loisirs (ASL)
- Transports

En bref, à titre de comparaison :

460 tCO₂eq évitées au total (2022-2024).

Les activités de la recyclerie Le Ressort sur 3 ans compensent :

50

français-es

L'empreinte carbone annuelle de 50 français-es,
donc l'empreinte carbone d'environ
17 français-es sur 3 ans.

→ *L'empreinte carbone annuelle moyenne d'un-e
français-e = 9,2 tCO₂eq*

2,3M km

en voiture

L'équivalent des émissions générées par 2,3 millions
de kilomètres parcourus en voiture soit les émissions
annuelles liées à la circulation d'environ 190 voitures.

→ *Une voiture parcourt en moyenne 12 500 km
par an*

Exemple de l'épicerie solidaire de l'EBE La Pioche (Métropole Européenne de Lille - Loos)

Nous cherchons ici à **évaluer les émissions de gaz à effet de serre évitées du fait de la réduction du gaspillage alimentaire permis par la redistribution des denrées alimentaires collectées par l'épicerie solidaire, sur une durée d'un an (année 2023).**

La Pioche se déploie sur 2 territoires de la métropole lilloise : Lille Fives et Métropole Européenne de Lille - Loos. Son épicerie solidaire se trouve à Loos, elle possède différentes sources d'approvisionnement des produits : elle achète à bas prix, elle collecte des dons (auprès de client·es de supermarchés par exemple), elle ramasse directement auprès des supermarchés (souvent des produits frais à

dates courtes). Elle vend des denrées alimentaires non transformées (fruits, légumes, viande...) et transformées (biscuits, plats cuisinés, fromages...). Nous allons nous intéresser aux **"dons", qui sont la source d'approvisionnement principale de l'épicerie solidaire**. Par manque de détail, nous faisons ici l'hypothèse que tous les "dons" provenant d'entreprises sont composés de produits à courte date d'utilisation/qui auraient été perdus, ainsi que l'hypothèse forte que l'épicerie ne fait aucun gâchis et distribue tous ses stocks.

Nous présentons ici le bilan **des poids récupérés et des estimations des émissions de GES évitées par l'activité de l'épicerie solidaire**.

En bref, à titre de comparaison :

376 tCO₂eq évitées au total par l'épicerie sur les "dons" récupérés et redistribués en 2023.
Les activités de l'épicerie solidaire compensent l'équivalent de :

41
français-es

L'empreinte carbone annuelle
de 41 français-es.

1,9M km
en voiture

L'équivalent des émissions générées par 1,9 millions
de kilomètres parcourus en voiture soit les émissions
annuelles liées à la circulation d'environ 150 voitures
→ Une voiture parcourt en moyenne 12 500 km par an.
→ Une personne seule en voiture thermique consomme
0,197 t_{eq}CO₂ pour 1000 km

3. LES IMPACTS DE TZCLD SUR LES TERRITOIRES EN TERMES DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Figure 13 :

Répartition en poids récupéré par familles de produits (2023) de l'épicerie solidaire de l'EBE La Pioche (Métropole Européenne de Lille - Loos). En % et en tonnes.

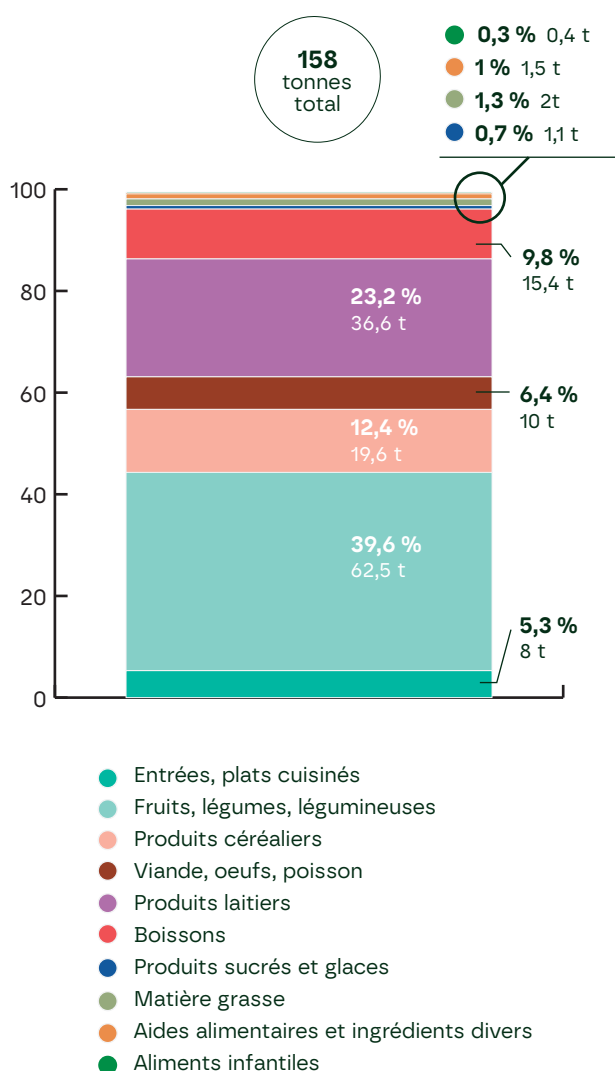
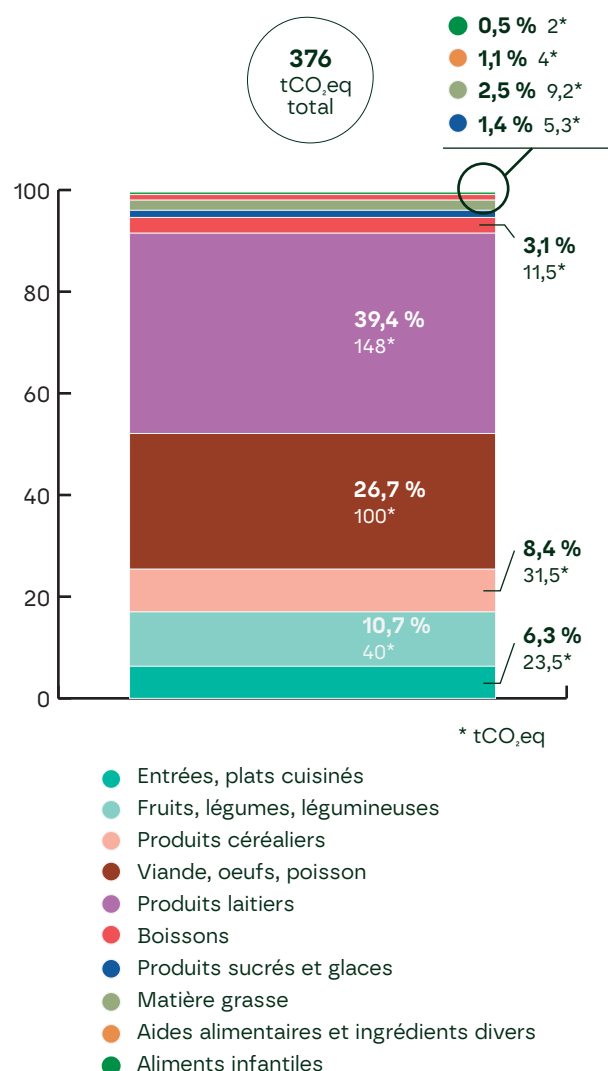


Figure 14 :

Répartition des émissions de GES évitées par famille de produits de l'épicerie solidaire de l'EBE La Pioche (Métropole Européenne de Lille - Loos). En % et en tCO₂eq.



Si la catégorie « viande, oeufs, poisson » ne représente que 6% du poids collecté, les émissions évitées, elles, sont importantes puisqu'elles représentent 26,7% du total des émissions évitées par la redistribution des dons par l'épicerie. A l'inverse, l'impact environnemental des "fruits,

légumes et légumineuses" est quant à lui assez restreint, à hauteur de 10,7% des émissions évitées, malgré d'importantes quantités récupérées (près de 40% de l'ensemble des produits collectés).

En conclusion, nous invitons à retenir les résultats de ce travail quantitatif comme des **tendances fortes et non comme des résultats scientifiques**. Comme évoqué plus haut, les acteur·ices des territoires expérimentateurs ont eu des difficultés à fournir des données d'une précision assez élevée. Ce manque de données s'explique par la raison d'être des EBE. En effet, pleinement concentré·es sur leurs objectifs de création d'emplois supplémentaires et de développement d'activités, les EBE ne mesurent que rarement leur impact en matière de transition écologique.

Malgré tout, les calculs effectués ici peuvent faire office de démonstrateur et inciter le Fonds d'expérimentation à mettre en place des protocoles de recueil de données et de calculs similaires, ou plus précis, sur d'autres activités.

3C Une contribution écosystémique : quand TZCLD entraîne des filières économiques locales et durables

Dans plusieurs cas, nous relevons que c'est le contexte spécifique de l'expérimentation lui-même qui **entraîne sur les territoires une dimension écologique** dans les activités qui s'élaborent, au sein de l'écosystème d'emploi territorial, impliquant et influençant autant les acteur·ices public·ques, les acteur·ices privé·es que les autres structures de l'ESS. **Cette influence aboutit à la création de filières économiques locales, selon plusieurs modalités :**

En intervenant dans les interstices d'activités économiques

De par sa **dimension ultra-locale**, l'expérimentation TZCLD **encourage et renforce les coopérations de transition écologique**. Des pratiques qui n'étaient parfois pas pensées dans une perspective écologique le deviennent suite à une recherche de potentielles sources d'activités (exemple : récupération de matière non valorisée) ou par effet de voisinage, et produisent un certain impact territorial.

"L'idée de Paillettes est de récupérer des plastiques durs afin de les transformer en paillettes plastiques de qualité pour des usages divers (impression 3D, fabrication d'objets). Le démarrage de ce projet s'est fait de manière très empirique.

À l'origine, un fablab du territoire a lancé une ligne de construction de mobilier à partir de plastiques recyclés, et pour cela s'est équipé de machines à broyer. Côté opérationnel, une SIAE du territoire a commencé à récupérer les plastiques en fin de vie (des canoës hors d'usage). Manquaient le transport vers l'unité de broyage et une capacité de stockage suffisante pour assurer des volumes de matières (condition à la rentabilité de l'activité), c'est sur ces missions que l'EBE est devenue un partenaire crucial pour la réussite du projet. Trois communautés de communes soutiennent le projet avec un temps de travail délégué par l'une d'elles. Les déchèteries s'y mettent - on propose aux gens de déposer leurs objets (canoës, parasols).

Le projet proposé aux élu·es : broyer 100 tonnes en 4 ans. L'argument porte aujourd'hui sur le développement d'une filière de recyclage plastique localement."

Direction d'EBE.

"Sur les déchets, nous travaillons également avec les ceintures de sécurité issues du démontage de voitures chez GPA. Ce partenaire historique, recycleur automobile leader français de son secteur, est un gros employeur du territoire. Nous récupérons aussi des gilets jaunes pour en faire des gilets enfants - commandes de communes pour les pédibus notamment. Travailler avec un acteur implanté de l'économie circulaire, à notre échelle modeste encore, est prometteur. C'est qui plus est une marque de fabrique de notre EBE (les fameux "sacs ceinture")."

Direction d'EBE.

Certaines filières locales tendent à prendre de l'ampleur et sortir de leurs zones de chalandise, afin de se développer et de trouver une viabilité économique (pour des raisons de volume de récupération de matière et d'extension de la zone de ventes). Ainsi, l'activité sort de son territoire d'expérimentation. Bien que les emplois aient lieu sur celui-ci, afin de ne pas rentrer en concurrence avec le tissu économique des zones concernées, le CLE doit étendre son analyse de la concurrence.

"Pour répondre à l'enjeu de massification, inhérente aux activités d'économie circulaire, on se retrouve vite au-delà de notre zone d'expérimentation dans la zone de chalandise, à la fois pour la collecte et la revente. On travaille sur une vallée, ce qui dépasse donc complètement notre territoire d'expérimentation. Par contre, notre zone de travail et l'ensemble de nos travailleurs sont sur notre territoire d'expérimentation TZCLD. Mais notre modèle économique ne fonctionne pas uniquement sur les flux ou l'argent générés par ces flux-là. L'enjeu des volumes est essentiel pour

avoir de la masse. Prenons notre exemple des ceintures [création de sacs avec des ceintures de sécurité avec l'entreprise voisine GPA] : on vend des sacs entre 60 et 90€, on doit démarcher commercialement plus largement qu'aujourd'hui, l'enjeu est d'étendre notre zone de chalandise et de massifier notre production."

Direction d'EBE.

En transformant des activités qui préexistent

Certaines activités de transition écologique **préexistent à l'expérimentation**, mais leur volume, influence ou capacité d'emploi se retrouvent **amplifiés à une échelle bien plus large** grâce à l'impact de TZCLD. Parfois, ce passage à l'échelle déclenche même la structuration d'**activités économiques rentables**, ou encore de **nouvelles filières établies** (autour du réemploi par exemple).

Par exemple, si l'entreprise La Pioche existait depuis 18 ans, elle est passée de **4 salarié-es à 50 salarié-es depuis qu'elle a pris la forme d'une EBE** dans le cadre de TZCLD. Ou encore, la Ressourcerie "Le recyclage lodévois", dont l'activité existait depuis une dizaine d'années. L'entrée dans l'expérimentation a permis de structurer l'activité. **Aujourd'hui, les missions sont assurées par plus de 53 salarié-es autour de 4 branches d'activités** : une boutique généraliste installée en cœur de ville et hyper dynamique au niveau commercial, un atelier textile, un atelier menuiserie et une activité spécifique visant la remise en service et le réemploi de matériel médical.

"On est bien dans une logique et une stratégie d'anticiper (ou de réparer) les impacts écologiques et sociaux dans leur globalité. Avec une partie de ces acteur-ices, il s'agit d'asseoir des modèles économiques nouveaux à l'échelle de la ville. Il y a la question de la dimension que ça devrait avoir pour que ça devienne une vraie politique

publique : en faire un projet de territoire. C'est ça la vision du maire. On passe d'une recyclerie de 6 salarié-es à une entreprise comptant 164 salarié-es polyvalent-es. On a atteint un cap."

Membre d'un CLE, direction de collectivité.

"L'activité gagne en notoriété, ce qui permet d'avancer doucement sur la structuration de filière. [...] L'activité existait avant l'EBE. Sur la partie BTP construction on s'est aperçu qu'il y avait un gisement de matériaux. Fin 2019, on avait 14 tonnes de matériaux. On a organisé une sorte de brocante avec 2000 personnes qui ont acheté. [...] Quand on a créé l'EBE début 2024, on avait cette activité brocante qu'on a mis au centre. [...] Aujourd'hui cette brocante des matériaux est une activité essentielle qui vient structurer de l'emploi. On a des structures qui viennent pour de la friperie, de la fabrication de linge de maison, des ruches à base de palette. Depuis le mois de juin, 2 matinées par mois, on accueille 1800 personnes. On a une halle qui est dédiée. [...] Aujourd'hui, sans l'EBE, ce n'est pas une activité rentable. On a besoin d'énormément de stockage et de main-d'œuvre. Cette main-d'œuvre on l'a grâce à l'EBE. Les moyens fonciers aussi."

Direction d'EBE.

Retours de "l'atelier des 5 territoires"

Quand on les questionne sur le devenir des activités de transition écologique existantes au sein des EBE, tous·tes les participant·es à l'atelier expriment la volonté de développer dans le futur des activités "plus structurées et plus ambitieuses".

En s'insérant dans le maillage des autres structures de l'ESS

TZCLD s'articule avec le maillage existant des Structures d'Insertion par l'Activité Economique (SIAE), les Entreprises adaptées (EA), les Établissements et services d'aide par le travail (ESAT) et autres structures de l'ESS. Selon les territoires, une logique de concurrence peut parfois être ressentie par les acteur·ices de l'insertion présent·es, qui développent déjà des actions autour de la transition écologique. Aux yeux de ces structures, TZCLD avec son outil EBE répond aux mêmes enjeux qu'elles : le déficit d'emplois adaptés sur les territoires et la transition écologique. Et ce sans percevoir l'intérêt du CLE, qui met en lumière les besoins en emplois du territoire des personnes qui peinent à trouver un emploi, même dans les autres structures de l'ESS.

“Les SIAE ne sont pas présentes au sein du CLE. Au début, elles étaient là pour tâter le terrain parce qu'elles sentaient une menace, une concurrence. On n'a pas réussi à tisser de lien avec elles. [...] Il peut y avoir une sensation de concurrence sur la transition écologique, puisque la transition écologique renvoie aussi à toute l'ESS. Le but n'est pas de détricoter le territoire, mais de développer des activités non rentables ou des parts de marchés.”

Membre d'un CLE, chargé·e de mission.

“Notre élu (ville et agglo en charge de l'emploi, de l'ess, de la mobilité) participe aux instances [de planification écologique territoriale] et siège au CLE. La D3D (Direction Développement durable et déchets de la collectivité) a en charge l'économie circulaire, l'agriculture, les déchets, l'animation du territoire sur la sensibilisation. Ce qui intéresse la D3D dans TZCLD, c'est qu'elle dispose d'un moyen pour répondre aux enjeux de l'agglomération, au même titre que les SIAE, Emmaüs... .”

Membre d'un CLE, chargé·e de mission.

par exemple comme préfigurateur d'activités spécifiques de transition écologique, ou encore comme facilitateur entre plusieurs acteur·ices. Dans ces cas, le CLE a un rôle à jouer dans des instances qui pilotent stratégiquement le développement écologique territorial. Il peut incarner une logique de coopération qui dépasse les enjeux de chaque structure.

“On essaie de faciliter la démarche de dépôt des donateurs en collaborant avec Audacie et Emmaüs : on récupère les dons, puis on les apporte aux autres structures selon leurs expertises.”

Direction d'EBE.

“La stratégie c'est dans le cadre des partenariats avec les SIAE, comment l'EBE peut donner un coup de main, soit sur des activités qu'elles n'ont pas, soit sur de la mutualisation logistique.”

Direction d'EBE.

Dans d'autres cas, on observe que TZCLD peut prendre des rôles spécifiques, en s'inscrivant dans des logiques de mutualisation. Il peut devenir un maillon dans un réseau d'acteur·ices,

3D Une contribution institutionnelle : TZCLD, un outil de politiques publiques

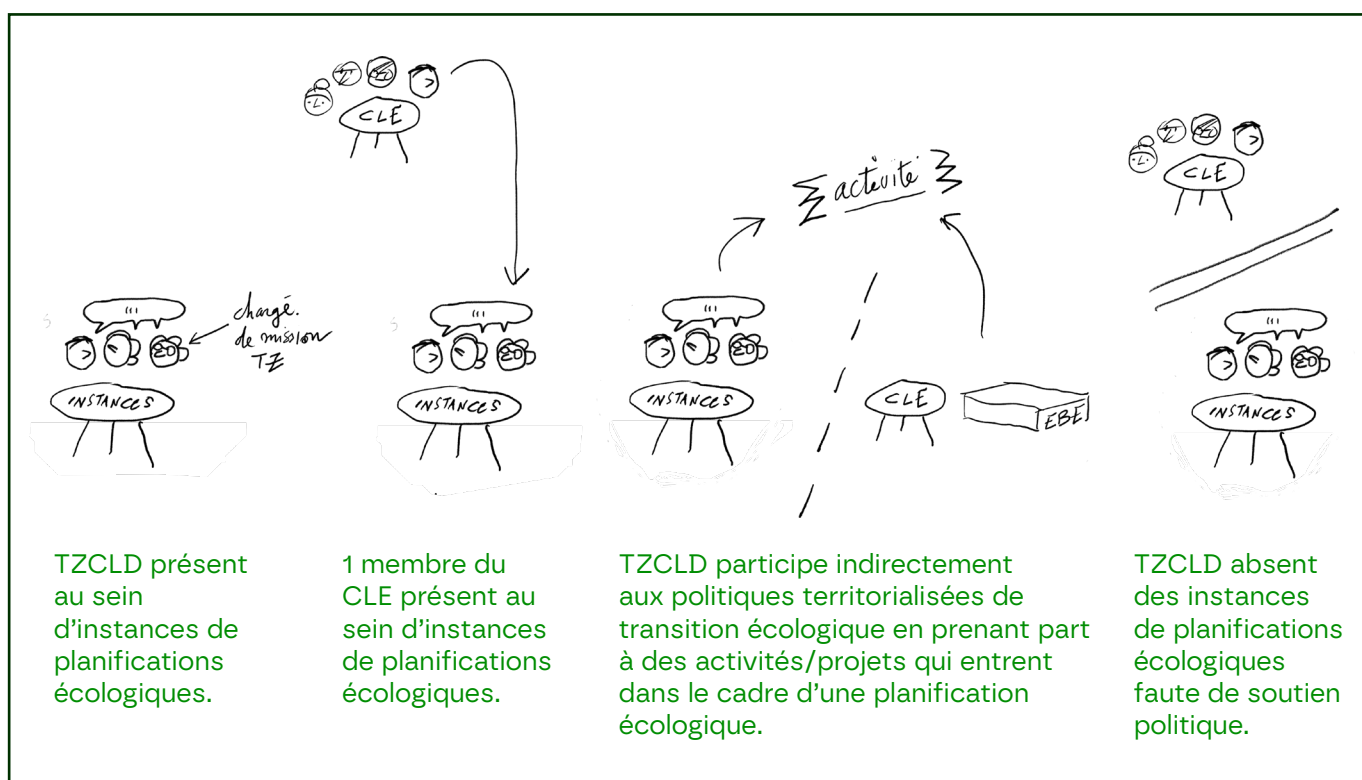
L'implication de TZCLD dans des décisions d'administrations ou d'institutions, peut amener à assumer progressivement une vision de la transition écologique, et rend progressivement le territoire plus ancré dans cette dynamique. Parfois, **TZCLD s'inscrit très directement dans les politiques de planification écologique**, en y prenant une place particulière - déclencheur, démarreur, démonstrateur.

“La légumerie est un projet inscrit dans le PAT (Plan Alimentaire Territorial) de productions et ventes de légumes frais prêts à être cuisinés : les patates et les carottes épluchées... C'est un levier de développement pour l'EBE, car la légumerie

répond aux besoins des consommateurs. Beaucoup d'habitant-es cuisinent peu mais souhaitent bien se nourrir. Et pour les cuisines centrales l'épluchage c'est la première étape, très chronophage. C'est écrit dans le PAT, mais c'est le début des réflexions.”
Direction d'EBE.

“Sur les déchets, un plan local de prévention des déchets ménagers et assimilés (PLPDMA) a été adopté en 2021 pour 2022-28. Il a 5 axes et 40 actions, avec pour ambition prioritaire la réduction des déchets à la source et la prévention de ceux qu'on peut éviter. On s'inscrit dans les axes 'bio-déchets', 'consommation responsable', 'recyclage’”.
Direction d'EBE.

Figure 15 : les places des territoires expérimentateurs dans les instances de planification de transition écologique. Ce que nous avons observé. “Image à réactions”, présentées aux participants à l'atelier de travail en visioconférence, 31/01/2025. Pratico-pratiques.



Retours de "l'atelier des 5 territoires"

À propos de la place de membres des CLE au sein des instances de planification écologique territoriales (PCAET, PAT), les participant-es parlent principalement de rôles d'observation, et parfois de contribution aux instances. Sur les évolutions de ces implications, les acteur-ices évoquent à l'unanimité la volonté de poursuivre vers des participations plus structurées, élargies et ambitieuses. Au sein de l'atelier, les participant-es évoquent à l'unanimité la responsabilité d'élus-es particulièrement porteur-euses d'engagements écologiques dans la présence de questions de transition écologique au sein des CLE.

L'expérimentation TZCLD paraît aussi spécifiquement adaptée pour répondre **aux nouvelles obligations de l'État en termes de transition écologique** qui incombent aux collectivités territoriales. Elles sont sommées de réagir vite, sans être ni spécifiquement équipées pour cela, ni en mesure de l'être à temps pour respecter les calendriers imposés.

Elles doivent d'ailleurs **répondre avec des dispositifs territorialisés** à des mesures qui nécessitent de mettre en place des filières pluri-acteur-ices, comme par exemple l'obligation de traitement des biodéchets, ou l'obligation de "l'arrêt du tout plastique dans les restaurations collectives publiques"²⁷ et dans la livraison des repas. Dans beaucoup de cas, **TZCLD a permis aux collectivités de pouvoir réagir vite à ces obligations**, alors que les acteur-ices classiques des territoires n'étaient pas prêt-es.

"On a bénéficié du calendrier de l'obligation de gérer les biodéchets. C'est forcément dans l'ADN du projet, puisqu'il n'y a pas de concurrence. Les sujets de transition écologique sont des sujets nouveaux, souvent liés à des obligations nouvelles. Et les

acteur-ices du territoire ne sont pas organisés sur ces sujets."

Membre d'un CLE, chargé-e de mission.

"On est positionné pour laver les pots en verre. TZCLD est autour de la table, en lien avec la direction de la transition écologique de l'agglomération. Ça s'est passé comme ça : quand l'agglomération a reçu l'obligation de l'arrêt du plastique, elle faisait laver les pots en verre par des entreprises à Rennes et Nantes. Maintenant qu'on se structure et qu'on commence à être identifié comme un acteurs de la transition écologique, l'agglomération est venue nous chercher pour relocaliser le lavage des pots en verre".

Direction d'EBE.

Comme l'explique l'Ademe dans son "baromètre des représentations sociales du changement climatique"²⁸, les normes écologiques (taxer les avions, densifier les villes...) jouissent d'une bonne acceptabilité par les français-es. Malgré tout, lorsqu'il s'agit de changer concrètement ses pratiques, la transition écologique se confronte à des représentations sociales assez ancrées à l'égard des paysages (les éoliennes...), des modes de vie (l'usage de la voiture...), des pratiques quotidiennes (le tri des déchets...) qui sont difficiles à bouger. Face à leurs différentes injonctions au changement, **les politiques publiques de transition écologique peuvent être perçues comme ayant des impacts négatifs, qui peuvent créer des résistances si les acteur-ices public-ques n'accompagnent pas les citoyen-nés.**

À cet égard, **nous avançons l'idée que l'expérimentation TZCLD peut être un formidable outil aux mains des collectivités territoriales, afin de travailler l'acceptabilité des politiques écologiques qu'elles doivent mettre en œuvre à l'échelle locale.** Nous l'avons évoqué plus haut, les collectivités locales ont l'obligation de mettre en place des normes écologiques, qui, pour certaines, impactent

²⁷"Fin du plastique dans les contenants alimentaires en restauration collective" : lois Egalim de 2018 et Agec de 2020 :

²⁸Représentations sociales du changement climatique : 22ème vague du baromètre, Ademe

fortement le quotidien des citoyens, notamment des plus précaires, qui les subissent plus que les autres.

Citons-en : l'incitation à trier ses déchets, et notamment la mise à disposition de ses biodéchets en vue de leur compostage ; L'obligation dans certaines régions de ne plus utiliser de foyer ouvert (cheminée) pour chauffer son logement ; l'obligation de rénover son logement dit "passoire thermique" pour le louer, ou bien encore l'application de la Zone à Faible Emission qui exige de rouler dans les centres urbains avec des véhicules peu polluants (voir la partie 2C). Toutes ces mesures restrictives, qu'elles soient incitatives ou obligatoires, impactent en premier lieu les personnes fragiles, qui ne peuvent assumer les changements nécessaires.

Parmi les pistes énoncées pour penser **la transition de manière efficace et juste**²⁹, certaines résonnent particulièrement avec TZCLD, tel que nous l'avons observé :

→ La participation des citoyen·nes aux changements.

Les citoyen·ne·s veulent avoir leur mot à dire et quand il·elle·s sont inclu·e·s aux changements, il y a de l'adhésion, même pour des politiques très coûteuses (en matière de changement de pratiques, de taxation...). Le tri des biodéchets, par exemple, nécessite de modifier ses habitudes et ses représentation sociales, ce qui est complexe à accepter : acheter et cuisiner des légumes frais, mettre de côté les épluchures, avoir un bac de biodéchets dans sa cuisine, se déplacer jusqu'au site de compostage, participer à la gestion du compost... A Lodève, l'EBE L'Abeille Verte accompagne au tri, au compostage et à l'utilisation du compost (à travers le Réseau Compost Citoyen), en prenant soin de faire participer les citoyen·nes dans ces changements de pratiques. Cela se traduit par des campagnes d'information, temps de rencontres, répartitions des rôles, une signalétique claire sur les site de compostage, des conseils...

→ **Voir et ressentir les bénéfices de cet investissement, parce qu'ils sont réinjectés sur le territoire.** Les investissements peuvent être financiers (acheter des produits alimentaires locaux plus chers...) ou psychologiques (changer ses habitudes, rencontrer d'autres personnes...) Le fait d'apprécier l'impact vertueux à l'échelle collective de son action permet d'accepter les efforts consentis au préalable. L'hyper localité de TZCLD permet cela (exemple : les objets apportés à la recyclerie ne finiront pas à la déchèterie, les paillettes de plastiques seront réutilisées). Ici, les collectivités locales et les territoires expérimentateurs ont un intérêt fort à **évaluer et communiquer les externalités positives des EBE.**

→ **Proposer des changements de pratiques à la hauteur de l'acceptabilité de personnes.** Chaque personne est à un stade de pratiques et de prise de conscience différent, qu'il s'agit d'apprécier, pour l'inciter à passer à l'étape d'après, sans aller trop vite (j'ai conscience qu'il y a un problème écologique / je me sens concerné·e / j'ai commencé à changer des choses / je suis dans le changement mais demande encore à être convaincu·e / je suis convaincu·e et prêt·e à diffuser ma pratique). Les services offerts par les EBE sur les territoires (trier ses biodéchets, réparer son vélo, acheter d'occasion, manger local...), peuvent être des supports pour les collectivités à un accompagnement personnalisé en direction des habitant·es.

Conclusion

Nous listons ici les principales contributions de l'expérimentation TZCLD aux enjeux de transition écologique, que nous estimons utiles à valoriser ou à approfondir.

→ Tout d'abord, TZCLD permet de penser les conditions d'une transition écologique juste, en intégrant les personnes privées durablement d'emploi. En rendant accessibles ces activités et en les inscrivant dans une logique d'utilité sociale, **l'expérimentation ouvre la voie à une transition qui ne laisse personne de côté**. Elle montre que chacun-e, quel que soit son parcours, peut contribuer activement à une société plus respectueuse de l'environnement.

→ Ensuite, l'expérimentation révèle qu'en participant à des projets concrets comme la réparation, le réemploi ou la production alimentaire locale, les salarié-es des EBE contribuent à **une dynamique collective porteuse de sens**, qui les lie fortement à leur territoire tout en contribuant à une société plus sobre.

→ L'un des apports originaux de TZCLD est de faire émerger une **"transition du dernier kilomètre"**, c'est-à-dire la capacité à répondre, à l'échelle locale, à des besoins écologiques peu ou pas couverts par le marché classique. Ces besoins sont investis par les EBE, qui développent ainsi pour y répondre des activités aux externalités positives à la fois sociales, humaines et environnementales : réparation, gestion des déchets ou la valorisation de ressources locales. Cette hyper localité renforce l'ancrage territorial des activités économiques du territoire et favorise la création d'emplois non délocalisables.

→ L'expérimentation de TZCLD souligne l'intérêt de réfléchir à **de nouveaux modèles soutenus par des financements publics**, reconnaissant les bénéfices sociaux, humains et environnementaux générés localement, et permettant de réaliser des activités à finalité écologique qui peinent à trouver un équilibre

financier dans un cadre marchand classique.

→ TZCLD apparaît aussi comme **un levier pertinent pour les politiques publiques territoriales de transition**. Par son ancrage territorial et sa souplesse d'action, l'expérimentation peut contribuer à la mise en œuvre concrète de démarches locales (PCAET, PAT, etc.) ou à l'application de nouvelles mesures environnementales, en mobilisant les habitant-es autour de projets porteurs de changement. Elle offre ainsi une opportunité de renforcer l'appropriation locale des enjeux écologiques et d'expérimenter des modalités de transition acceptables et inclusives.

→ Enfin, le rôle du **Comité Local pour l'Emploi (CLE) se révèle stratégique**. Espace de dialogue entre acteurs de l'emploi, collectivités et structures d'insertion, le CLE favorise la coopération entre structures et peut permettre l'émergence de filières d'économie circulaire. À ce titre, il incarne une instance de coordination territoriale précieuse, capable d'accompagner des trajectoires collectives et durables.

→ Notre comparaison avec les scénarios 2050 de l'Ademe révèle que la transition écologique mise en œuvre par TZCLD s'aligne avec le scénario "Génération frugale", les points communs notables étant la préférence pour les produits locaux, la réduction et le recyclage des matières, l'absence de technologies énergivores, et la diminution de la mobilité grâce à une approche très localisée. Pour renforcer la visibilité de cette contribution de l'expérimentation à la transition écologique, il serait nécessaire, d'une part d'inciter les territoires expérimentateurs à **renforcer l'évaluation quantitative de leurs activités écologiques**, en les outillant ; et d'autre part, pour les collectivités, de **valoriser les externalités positives de ces activités dans l'évaluation des politiques publiques**.

Annexes

Scénarios Ademe	45
Liste des personnes rencontrées en immersion	47
Grille d'entretien pour la campagne d'entretiens en immersion	49
Liste des territoires et personnes participants à "l'atelier des 5 territoires"	57

Scénarios Ademe

Parmi les 4 scénarios de l'Ademe, intitulés "Les futurs en transition", qui projettent des évolutions différentes possibles pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050, le scénario « Génération frugale » présente le plus de similitudes fortes avec l'expérimentation Territoires Zéro Chômeur Longue Durée, tel que nous l'avons développer dans notre étude. Malgré tout, notons que le scénario "Coopérations territoriales" présente aussi des affinités intéressantes avec l'expérimentation : évolution soutenable des modes de vie, économie du partage, gouvernance partagée, « réindustrialisation » de secteurs clés en lien avec les territoires. Nous reprenons ici la synthèse des 4 scénarios réalisée par l'Ademe.

La société en 2050 d'après les 4 scénarios de l'Ademe

Génération frugale

Coopérations Territoriales

Société	→ Recherche de sens → Frugalité choisie mais aussi contrainte → Préférence pour le local → Nature sanctuarisée	→ Évolution soutenable des modes de vie → Économie du partage → Équité → Préservation de la nature inscrite dans le droit
Alimentation	→ Division par 3 de la consommation de viande → Part du bio : 70%	→ Division par 2 de la consommation de viande → Part du bio : 50 %
Habitat	→ Rénovation massive et rapide → Limitation forte de la construction neuve (transformation de logements vacants et résidences secondaires en résidences principales)	→ Rénovation massive, évolutions graduelles mais profondes des modes de vie (cohabitation plus développée et adaptation de la taille des logements à celle des ménages)
Mobilité des personnes	→ Réduction forte de la mobilité → Réduction d'un tiers de km parcourus par personne → La moitié des trajets à pied ou à vélo	→ Mobilité maîtrisée → - 17 % de km parcourus par personne → Près de la moitié des trajets à pied ou à vélo
Technique Rapport au progrès, numérique, R&D	→ Innovation autant organisationnelle que technique → Règne des low-tech, réutilisation et réparation → Numérique collaboratif → Consommation des data centers stable grâce à la stabilisation des flux	→ Investissement massif (efficacité énergétique, EnR et infrastructures) → Numérique au service du développement territorial → Consommation des data centers stable grâce à la stabilisation des flux
Gouvernance Échelles de décision, coopération internationale	→ Décision locale, faible coopération internationale → Réglementation, interdiction et rationnement via des quotas	→ Gouvernance partagée → Fiscalité environnementale et redistribution → Décisions nationales et coopération européenne
Territoire Rapport espaces ruraux – urbains, artificialisation	→ Rôle important du territoire pour les ressources et l'action → « Démétropolisation » en faveur des villes moyennes et des zones rurales	→ Reconquête démographique des villes moyennes → Coopération entre territoires → Planification énergétique territoriale et politiques foncières
Macroéconomie	→ Nouveaux indicateurs de prospérité (écarts de revenus, qualité de la vie...) → Commerce international contracté	→ Croissance qualitative, « réindustrialisation » de secteurs clés en lien avec territoires → Commerce international régulés
Industrie	→ Production au plus près des besoins → 70 % de l'acier, mais aussi de l'aluminium, du verre, du papier-carton et des plastiques viennent du recyclage	→ Production en valeur plutôt qu'en volume → Dynamisme des marchés locaux → 80 % de l'acier, mais aussi de l'aluminium, du verre, du papier-carton et des plastiques viennent du recyclage

Technologies vertes

Pari réparateur

Société	→ Plus de nouvelles technologies que de sobriété → Consumérisme « vert » au profit des populations solvables, société connectée → Les services rendus par la nature sont optimisés	→ Sauvegarde des modes de vie de consommation de masse → La nature est une ressource à exploiter → Confiance dans la capacité à réparer les dégâts causés aux écosystèmes
Alimentation	→ Baisse de 30 % de la consommation de viande → Part du bio : 30%	→ Consommation de viande quasi-stable (baisse de 10 %), complétée par des protéines de synthèse ou végétales
Habitat	→ Déconstruction-reconstruction à grande échelle de logements → Ensemble des logements rénovés mais de façon peu performante : la moitié seulement au niveau Bâtiment Basse Consommation (BBC)	→ Maintien de la construction neuve → La moitié des logements seulement est rénovée au niveau BBC → Les équipements se multiplient, alliant innovations technologiques et efficacité énergétique
Mobilité des personnes	→ Mobilités accompagnées par l'État pour les maîtriser : infrastructures, télétravail massif, covoiturage → + 13 % de km parcourus par personne → 30 % des trajets à pied ou à vélo	→ Augmentation forte des mobilités → -28 % de km parcourus par personne → Recherche de vitesse → 20 % des trajets à pied ou à vélo
Technique Rapport au progrès, numérique, R&D	→ Ciblage sur les technologies les plus compétitives pour décarboner → Numérique au service de l'optimisation → Les data centers consomment 10 fois plus d'énergie qu'en 2020	→ Innovations tout azimut → Captage, stockage ou usage du carbone capté indispensable → Internet des objets et intelligence artificielle omniprésents : les data centers consomment 15 fois plus d'énergie qu'en 2020
Gouvernance Échelles de décision, coopération internationale	→ Cadre de régulation minimale pour les acteurs privés → État planificateur → Fiscalité carbone ciblée	→ Soutien de l'offre → Coopération internationale forte et ciblée sur quelques filières clés → Planification centralisée du système énergétique
Territoire Rapport espaces ruraux – urbains, artificialisation	→ Métropolisation, mise en concurrence des territoires, villes fonctionnelles	→ Faible dimension territoriale, étalement urbain, agriculture intensive
Macroéconomie	→ Croissance verte, innovation poussée par la technologie → Spécialisation régionale → Concurrence internationale et échanges mondialisés	→ Croissance économique carbonée → Fiscalité carbone minimaliste et ciblée → Économie mondialisée
Industrie	→ Décarbonation de l'énergie → 60 % de l'acier, mais aussi de l'aluminium, du verre, du papier-carton et des plastiques viennent du recyclage	→ Décarbonation de l'industrie pariant sur le captage et stockage géologique de CO₂ → 45 % de l'acier, mais aussi de l'aluminium, du verre, du papier-carton et des plastiques viennent du recyclage

Liste des personnes rencontrées en immersion

Territoire de Val de Drôme / Livron-sur-Drôme - Drôme (26)	
CLE	→ Nathalie Mantonier, 1ère adjointe en charge de la culture, de la communication, de l'espace de vie sociale et des associations culturelles à Livron-sur-Drôme → Severine Juban, Cheffe de projet Emploi et Insertion → François Vercoutere, Président de l'association AIR et Directeur adjoint du groupe Archer
EBE Val d'Emploi	→ Groupe d'une dizaine de salarié-es de Val d'emploi → Philippe Jauffret, Président de Val d'emploi → Axelle Nick, Co-directrice de Val d'Emploi
Territoire de Lodève / Hérault (34)	
CLE	→ Matthieu Guillot, Adjoint au Directeur, Communauté de Communes Lodévois Larzac, Ville de Lodève, Pôle Cohésion du Territoire et services à la population
EBE - L'Abeille Verte	→ Samuel Truscott, directeur de L'Abeille Verte → Julien L'Hostis, Directeur Pôle Recyclage et Réemploi de l'Abeille Verte → Sylvie Ghestem, Directrice Administrative et Financière de l'Abeille Verte
Territoire de Lille Fives / Nord (59)	
CLE	→ Anais Lauriat, chargée de mission Territoire zéro chômeur longue durée à la Métropole Européenne de Lille → Frédérique Mollet, coordinateur projets territoires au sein de Lille Avenirs → Rémi Poulain, chargé de mission TZCLD sur Lille Fives et chargé des Projets de Territoire au sein de Lille Avenirs → Thomas Tranchant, responsable exploitation chez Citéo, structure porteuse de l'EBE Taf by Citéo → Sylvain Vatan, enseignement chercheur à université de Lille
EBE Taf	→ Aurélie Belland, directrice de TAF → Fabrice Vanneste, responsable de pôle au sein de TAF → Groupe d'une dizaine de salarié-es de TAF
EBE La Pioche	→ Xavier Broussier, directeur de La Pioche → Thomas Dubus, manager Altermobilité au sein de La Pioche

Territoire de TOPE 5 du Châtelleraudais / Vienne (86)

CLE	→ Michel Droin, vice-président de l'agglomération du Grand Châtelleraudais en charge de l'économie et des aides aux entreprises, conseiller municipal de la ville de Châtelleraudais → Juliette Kocher, chargée de mission Territoire zéro chômeur longue durée → Hindeley Mattard, président du CLE, maire de la ville de Colombiers (86), vice-président de l'agglomération du Grand Châtelleraudais en charge de la voirie communautaire et des transports → Manon Chevalier, responsable du service Prévention et valorisation des déchets à la communauté d'agglomération du Grand Châtelleraudais
EBE Le Ressort	→ Jacky Gauthier, président du Ressort → Delphine Plaud, directrice du Ressort → Groupe d'une dizaine de salarié-es du Ressort

Grille d'entretien pour la campagne d'entretiens en immersion

Cette grille de questions a été déployée et aménagée pour le questionnaire en ligne, qui a précédé l'atelier des 5 territoires.

Pour commencer...

Nous partageons cette définition officielle de la transition écologique :

"La transition écologique vise à suivre une trajectoire de réduction d'émissions de gaz à effet de serre, de pression sur notre biodiversité, et de meilleure gestion de nos ressources."

"La planification écologique est une méthode globale reposant sur 6 thématiques : mieux se déplacer, mieux se loger, mieux préserver et valoriser nos écosystèmes, mieux produire, mieux se nourrir, mieux consommer."

France Nation verte.

Questionnaire CLE

1 - Prise en compte des enjeux de transition écologique au sein des travaux du CLE

Quels sont les moyens actuellement mis en oeuvre au sein du CLE pour aborder les enjeux de transition écologique sur le territoire ?

1. Tout d'abord, pourriez-vous nous indiquer quels sont les enjeux principaux concernant la transition écologique de votre territoire ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Agriculture (assèchement des sols, inondations...).
- ☐ Logement (rénovation énergétique...).
- ☐ Mobilité (pollution atmosphérique...).
- ☐ Déchets (recyclage...).
- ☐ Alimentation (production locale et saine...).
- ☐ Gestion de la ressource (eau potable...).
- ☐ Autre : _____

2. Au sein du CLE, quelle place prennent les discussions liées à la transition écologique (sans forcément utiliser ce terme) ?

Une seule réponse possible

- ☐ Ce sujet est abordé de façon systématique.
- ☐ Ce sujet est abordé régulièrement.
- ☐ Ce sujet vient parfois dans les discussions.
- ☐ Ce sujet est très peu abordé.

3. Si le sujet est abordé, quels sont les acteurs qui le portent ?

4. Dans quels cadres les questions liées à la transition écologique sont-elles discutées au sein du CLE ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ En commission.
- ☐ En plénière.
- ☐ En off entre partenaires.
- ☐ Il n'y a pas de cadre particulier pour ces questions.
- ☐ Autre : _____

5. Les réunions (plénière, commissions) du CLE sont-elles un espace relais/de sensibilisation aux enjeux de la transition écologique ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Sensibilisation (ex : invitation d'expert, projection de film...).
- ☐ Débat organisé.
- ☐ Voyage d'étude.
- ☐ Aucune action particulière n'est mise en place.
- ☐ Autre : _____

6. Toujours au sein du CLE, quelles sont les motivations principales pour traiter des questions de transition écologique ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Le sujet est dans l'ADN de l'expérimentation sur le territoire depuis le début.
- ☐ Certains élus ou partenaires sont très porteurs.
- ☐ Les orientations locales, nationales ou européennes nous invitent à agir.
- ☐ Les salarié·es de l'EBE nous invitent fortement à aller dans ce sens.
- ☐ Aucune motivation notable.
- ☐ Autre : _____

2 - Articulation entre les actions du CLE et les politiques territoriales de planification écologique

Comment les décisions au sein du CLE tiennent-elles compte des documents de planification et d'orientation (au local, au national, à l'échelle européenne) ?

7. Est-ce que les enjeux liés à l'emploi sont évoqués dans les instances de planification écologique territoriale ? Si oui, lesquelles (PCAET, PAT...) ?

8. Toujours au sein du CLE, quelles sont les motivations principales pour traiter des questions de transition écologique ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Un rôle d'observateur.
- ☐ Un rôle consultatif.
- ☐ Un rôle d'orientation stratégique.
- ☐ Un rôle opérationnel.
- ☐ Autre : _____

9. Commentaires

10. Comment envisagez-vous l'évolution de l'implication des membres du CLE au sein des instances territoriales ?

Une seule réponse possible

- ☐ Cette implication est amenée à s'arrêter.
- ☐ Cette implication a trouvé son rythme de croisière, elle est appelée à poursuivre ainsi.
- ☐ C'est une étape vers une implication plus structurée, élargie et ambitieuse.
- ☐ Je ne sais pas.

11. Commentaires

Questionnaire EBE

1 - Prise en compte des enjeux de transition écologique au sein de l'EBE

Quelle place la transition écologique occupe t-elle dans le fonctionnement de l'EBE (en dehors des activités) ?

1. Au quotidien, en dehors des activités de l'EBE, y a-t-il des sujets de discussions ou de préoccupations liés aux enjeux transition écologique ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ L'atténuation du réchauffement climatique
- ☐ La préservation et la restauration de la biodiversité
- ☐ La frugalité et la réduction de la consommation
- ☐ La qualité de l'air et la réduction des pollutions
- ☐ La réduction des déchets
- ☐ Non, pas d'intérêt particulier
- ☐ Autre : _____

2. Dans quel(s) cadre(s) ces sujets sont-ils discutés au sein de l'EBE ?

Une seule réponse possible

Au sein de l'établissement

- ☐ Jamais
- ☐ Parfois
- ☐ Régulièrement
- ☐ Systématiquement

En réunion, entre l'équipe d'encadrement et les salarié-es

- ☐ Jamais
- ☐ Parfois
- ☐ Régulièrement
- ☐ Systématiquement

Lors de discussions informelles (pausé café, repas...)

- ☐ Jamais
- ☐ Parfois
- ☐ Régulièrement
- ☐ Systématiquement

Au sein des instances de gouvernance (CA/bureau)

- ☐ Jamais
- ☐ Parfois
- ☐ Régulièrement
- ☐ Systématiquement

3. Comment l'EBE prend-elle en compte les enjeux écologiques dans son fonctionnement ? Comment réduit-elle son propre impact, au quotidien ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Tri des déchets.
- ☐ Covoiturage.
- ☐ Navette de transport.
- ☐ Mobilité douce.
- ☐ Mutualisation de matériel.
- ☐ Usage du vrac et réduction du plastique.
- ☐ Optimisation du chauffage et de la lumière.
- ☐ Limite des impressions papier.
- ☐ Il n'y a pas d'actions significatives.
- ☐ Autre : _____

4.Y a-t-il des mesures mises en place pour diffuser de nouvelles pratiques liées à la transition écologique au sein de l'EBE ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Sensibilisation par des tiers.
- ☐ Formations spécifiques.
- ☐ Débats organisés.
- ☐ Aucune action particulière n'est mise en place.
- ☐ Autre : _____

2 - Développement des activités et transition écologique

Quelles sont les ressources et les motivations de l'EBE dans le développement d'activités liées à la transition écologique ?

5. En chiffre d'affaire, quelle est la part des activités liée à la transition écologique par rapport à l'ensemble des activités de l'EBE ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ moins de 25%.
- ☐ entre 25 et 50%.
- ☐ entre 50% et 75%.
- ☐ plus de 75%.
- ☐ Autre : _____

6. Au sein de l'EBE, combien d'ETP sont affectés aux activités ayant trait à la transition écologique ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ moins de 5.
- ☐ entre 5 et 15.
- ☐ entre 15 et 30.
- ☐ plus de 30.
- ☐ Autre : _____

7. Combien de salarié-es ces activités mobilisent-elles ?

8. Quelles sont vos principales motivations pour lancer des activités liées à la transition écologique ? (de 0 : pas du tout à 4 : totalement)

Plusieurs réponses possibles.

Saisir des opportunités de financement (appels à projets/offres...)

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Satisfaire une recherche de sens et d'utilité sociale et environnementale au travail

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Répondre à des besoins du territoire

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Répondre à une appétence pour l'innovation / la recherche de métiers d'avenir

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Renforcer des coopérations avec d'autres structures du territoire

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Développer des activités adaptées aux besoins des salarié-es (temps partiel, monotache...)

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Répondre à une volonté politique

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

9. Souhaitez-vous préciser vos réponses ou apporter un autre éclairage sur vos motivations ?

10. Quels sont vos partenaires dans le développement d'activités liées à la transition écologique ? (de 0 : aucun lien à 4 : partenaires privilégiés)

Plusieurs réponses possibles.

Entreprises privées

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Associations

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE)

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Collectivités publiques locales (mairie, métropole, communauté de communes)

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Département et/ou Région

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

Etat (France Travail...)

☐ 0 ☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4

3 - Zoom sur une activité et son impact sur les enjeux de transition écologique

Choisissez l'une de vos activités qui vous semble significative au regard de la transition écologique sur votre territoire.

11. A quel champ de la transition écologique cette activité correspond-elle ?

Une seule réponse possible

☐ Economie circulaire.

☐ Alimentation/agriculture.

☐ Transport/mobilité.

☐ Santé.

☐ Logement.

☐ Autre : _____

12. Décrivez succinctement l'activité en question.

13. Pour vous, en quoi cette activité est-elle en lien avec la transition écologique ?

14. Cette activité existait-elle avant le lancement de l'expérimentation sur le territoire ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Oui
☐ Non

15. Si oui, qu'est-ce que l'expérimentation a apporté à cette activité ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Un développement structurel : de la main-d'œuvre, un local, une gestion financière.
☐ De la visibilité.
☐ Une plus grande coopération avec les autres acteurs du territoire.
☐ Autre : _____

16. Cette activité a-t-elle été développée en partenariat avec un ou plusieurs autres acteurs du territoire ? Si oui, de quel(s) type(s) d'acteur(s) s'agit-il ?

Une seule réponse possible

- ☐ Entreprises privées
☐ Associations
☐ Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE)
☐ Collectivités publiques locales (mairie, métropole, communauté de communes)
☐ Département, Région
☐ Etat (France Travail...)
☐ Autre : _____

17. Pouvez-vous préciser l'identité du ou des partenaires et décrire succinctement la nature de(s) la coopération(s) ?

18. Avez-vous mis en place un protocole pour mesurer l'impact "quantitatif", en récoltant des données chiffrées, de l'activité sur l'environnement ?

Une seule réponse possible

- ☐ Oui
☐ Non
☐ C'est en cours

19. Si oui, pouvez-vous préciser ?

20. Pouvez-vous observer des impacts "qualitatifs" du développement de cette activité sur le territoire ?

Si oui, comment pouvez-vous qualifier ces impacts sur le territoire ?

Plusieurs réponses possibles.

- ☐ Un changement de perception des habitants sur le sujet.
- ☐ Un changement de pratiques et de comportements des habitants.
- ☐ Un changement de perception des décideurs politiques ou administratifs.
- ☐ Une évolution des coopérations avec les autres structures du territoire (SIAE, associations, entreprises privées...)
- ☐ Je n'ai observé aucun impact "qualitatif".
- ☐ Autre : _____

21. Si oui, pouvez-vous préciser ?

Liste des territoires et personnes participants à "l'atelier des 5 territoires"

Territoire de Echirolles Ouest	→ Sylvie Gens , chargée de mission TZCLD
Territoire Laval Grand Saint Nicolas	→ Anne Letetrel , chargée de mission TZCLD → Aurélie Roguet , conseillère emploi et formation à Laval Agglomération → Lucie Chauvin , directrice de l'EBE VAL'ORISONS 53
Territoire Pau : Quartiers Foirail - Montpensier - Triangle - Les Anglais	→ Léa Valteau , chargée de mission TZCLD
Territoire Pays d'Apt Luberon	→ Laurent Garcia , chargée de mission TZCLD → Kelly Christ , directrice de l'EBE Zouvaï
Territoire Le Port	→ Georges Jetter , chargé de mission TZCLD → Franck Dasilva , co-directeur de l'EBE Halle du réemploi